

DEPARTEMENT DE LA DROME  
COMMUNE DE ST. PAUL LES ROMANS

LIMITE DU DROIT DE PREEMPTION  
URBAIN

Délibération du Conseil Municipal du 4 Décembre 2007

DOCUMENT GRAPHIQUE

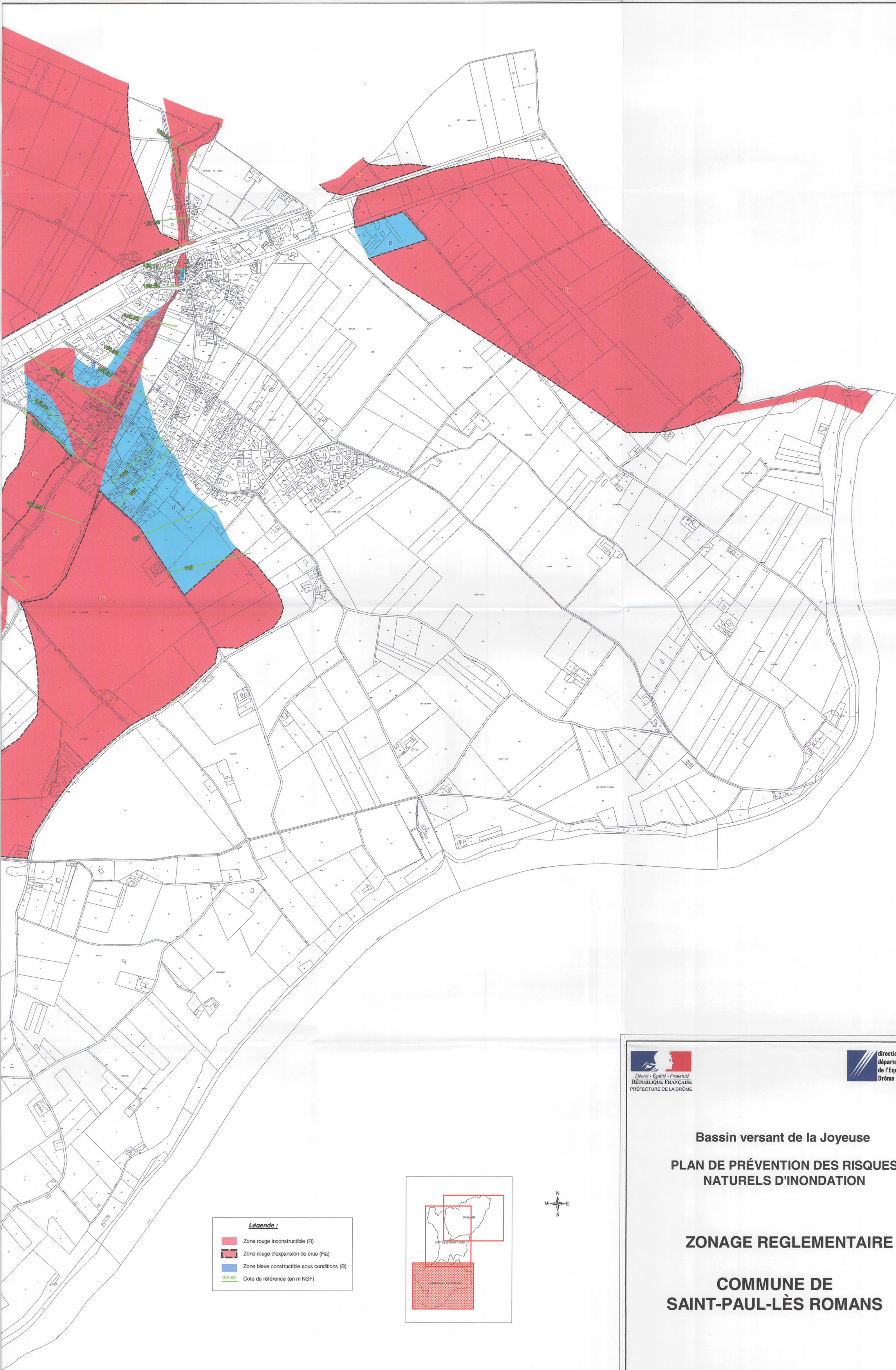
Echelle: 1/5000

Infoprod.net  
Infoprod productions - Alain Crouan Tél: 04.75.55.19.75 - info@infoprod.net - www.infoprod.net

Limite DPU







**Légende :**

- Zone rouge inconstructible (R)
- Zone rouge d'expansion de crue (Ra)
- Zone bleue constructible sous conditions (B)
- 201.09 Cote de référence (en m NGF)



**Bassin versant de la Joyeuse**

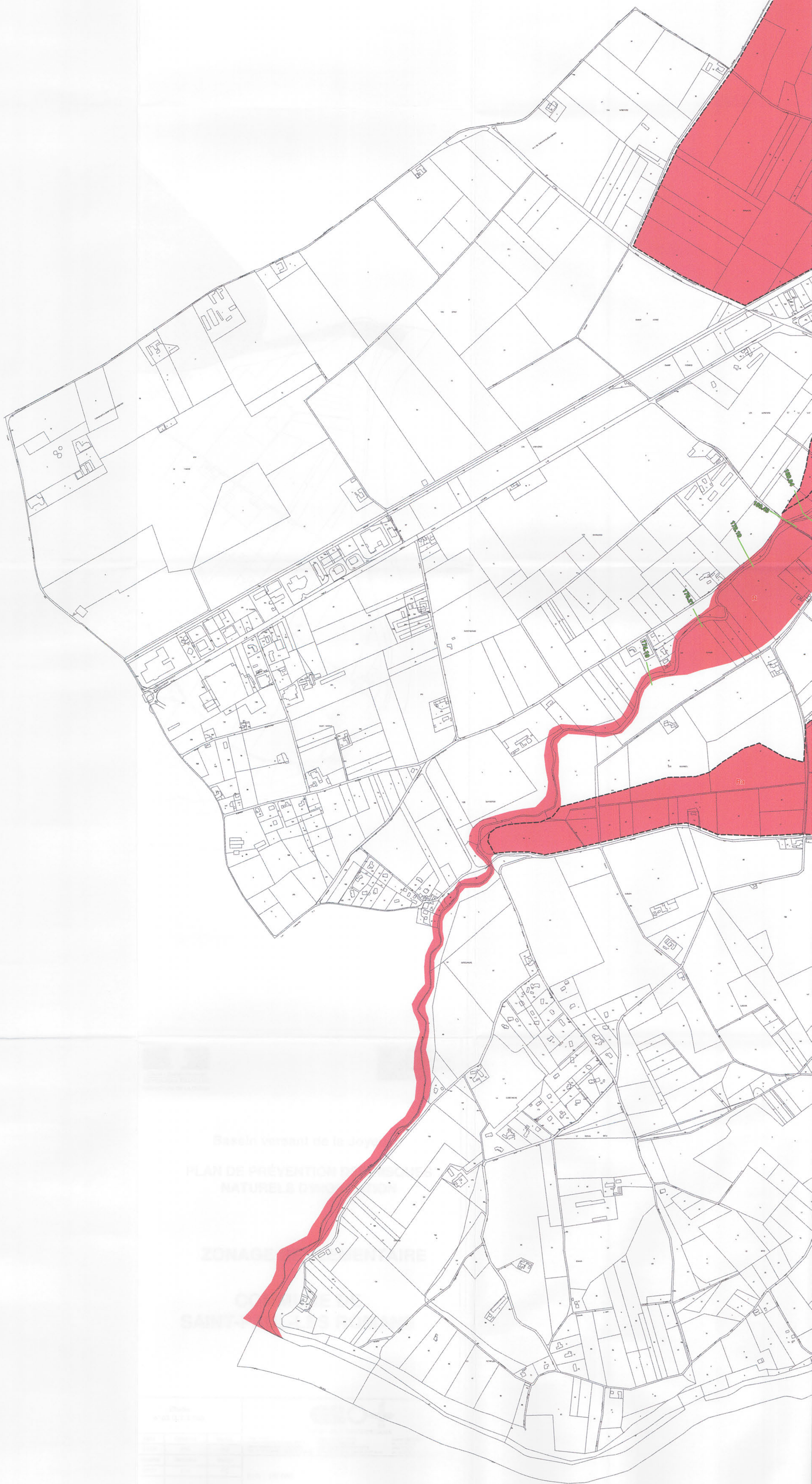
**PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION**

**ZONAGE REGLEMENTAIRE**

**COMMUNE DE SAINT-PAUL-LÈS ROMANS**

<b>Etude n° 03.G.7.3.103</b>			<b>GEO+</b> GEOPLUS, SOCIÉTÉ D'ÉTUDES	
Date	Dessiné	Vérifié	58 rue Victor Hugo - 26100 BOURG-DE-PIAGE Tél. 04 75 72 80 00 - Fax 04 75 72 80 05	
01/06	PM	FG	Agence de GRENOBLE 14 A, rue de la République 38000 SAINT-MARTIN-D'HERES Tél. 04 38 37 00 11 - Fax 04 38 37 00 04	
Modifié	Dessiné	Vérifié	Agence de LYON 38, rue Dorian 69007 LYON Tél. 04 78 69 36 62 - Fax 04 78 69 36 62	
02/07	PM	FG		
			<b>Ech : 1/5 000</b>	







**Communes de**

**PARNANS  
CHATILLON-SAINT-JEAN  
SAINT-PAUL-LES-ROMANS**

Vu pour être annexé

6295 du 18/12/0

le Préfet

le DASTION

---

**Plan de Prévention des Risques naturels - inondation  
PPRn de la JOYEUSE**

---

**3 – Règlement**

---

**direction départementale  
de l'Équipement de la Drôme**



Approuvé le



## SOMMAIRE

<b>TITRE 1</b>	<b>Portée du règlement – dispositions générales .....</b>	<b>5</b>
Chapitre 1	Champ d'application .....	5
Chapitre 2	Effets du Plan de Prévention des Risques naturels .....	7
Chapitre 3	Définition et références techniques .....	8
<b>TITRE 2</b>	<b>Règles applicables dans la zone rouge .....</b>	<b>9</b>
Chapitre 1	Réglementation des projets nouveaux .....	9
Chapitre 2	Réglementation applicable aux biens et activités existants.....	12
Chapitre 3	Règles applicables aux infrastructures et équipements publics .....	13
<b>TITRE 3</b>	<b>Règles applicables dans la zone bleue.....</b>	<b>15</b>
Chapitre 1	Réglementation des projets nouveaux .....	15
Chapitre 2	Réglementation applicable aux biens et activités existants.....	17
Chapitre 3	Règles applicables aux infrastructures et équipements publics .....	18
<b>TITRE 4</b>	<b>Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXES</b> .....		<b>23</b>
<b>MITIGATION</b> .....		<b>25</b>
<b>SIGLES</b> .....		<b>29</b>
<b>GLOSSAIRE</b> .....		<b>31</b>



## **TITRE 1 Portée du règlement – dispositions générales**

### **Chapitre 1 Champ d'application**

Les articles L. 562-1 à L. 562-8 du code de l'environnement fondent le Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation (PPRn) de la JOYEUSE, prescrit par l'arrêté préfectoral n°05-5066 du 14 novembre 2005.

Ces articles codifient les dispositions de la loi n°95-101 du 2 février 1995 (loi Barnier), relative au renforcement de la protection de l'environnement ainsi que de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 (loi Bachelot), relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages.

En application de ces textes le présent règlement fixe les dispositions applicables :

- aux biens et activités existants,
- à l'implantation de toute construction et installation,
- à l'exécution de tous travaux,
- à l'exercice de toute activité.

Il s'applique sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, notamment la loi sur l'eau de 1992, le code de l'Urbanisme, le code de l'Environnement, le code de la Construction et de l'Habitation, le code Forestier, le code Rural.

#### **Article 1 - Champ d'application territorial**

Le présent règlement s'applique au territoire des communes délimité sur les plans de zonage du présent PPRn

#### **Article 2 - Modalités de prise en compte du risque inondation**

En application de la circulaire du 24 janvier 1994 la **crue de référence** retenue pour déterminer les zones exposées aux risques est la **crue centennale**.

#### **Article 3 - Objectifs majeurs du PPRn de la JOYEUSE**

La réalisation du PPRn répond à deux priorités majeures :

- **préserver les vies humaines,**
- **réduire la vulnérabilité des biens et le coût des dommages.**

Ces objectifs conduisent à :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables,
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval,
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés,
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées.



#### Article 4 - Principes de zonage

En application des articles L 562-1 et L 562-8 du code de l'environnement, du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 et des principes énoncés par les circulaires du 24 janvier 1994 et du 21 avril 1996, le zonage réglementaire du PPRn de la JOYEUSE comprend **deux zones distinctes**.

**La zone rouge dénommée R** correspond :

- aux secteurs soumis à un **aléa fort ou moyen**,
- aux secteurs soumis à un **aléa faible**, utiles à la préservation des champs d'écoulement et d'**expansion des crues**..

**La zone bleue dénommée B** correspond aux secteurs soumis à un **aléa faible**.

**Avertissement** concernant les zones non inondables limitrophes des zones inondables :  
en dehors des zones définies dans le zonage réglementaire du présent PPRn, le risque inondation normalement prévisible est très faible jusqu'à l'aléa de la crue de référence retenue. Cependant, pour la réalisation et l'utilisation des sous-sols et dispositifs enterrés, il appartient au maître d'ouvrage de prendre en compte la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, à proximité des zones cartographiées, d'une crue supérieure à la crue de référence.

Ne relèvent pas du PPRn les effets qui pourraient être induits par une maîtrise insuffisante des eaux pluviales, notamment en zone urbaine du fait de la concentration de l'habitat.



## Chapitre 2 Effets du Plan de Prévention des Risques naturels

### Qui est responsable du présent règlement ?

La nature et les conditions d'exécution des mesures et techniques de prévention prises en application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

### Qu'en est-il des biens et activités existants antérieurement à la publication du PPRn ?

Les biens et activités existants antérieurement à l'approbation du PPRn continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par les articles L. 125-1 à L. 125-6 du code des assurances.

Dans le cadre de ce régime général (hors contrats d'assurance particuliers), pour pouvoir bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, comme les inondations, les conditions à remplir sont :

- que les biens et activités soient assurables et régulièrement assurés,
- que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

### Quel est le délai pour se conformer au règlement ?

Pour les biens et activités implantés antérieurement à l'approbation de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai maximal de 5 ans, sauf disposition particulière, pour se conformer aux prescriptions (voir chapitre 2, article 1 de chaque zone).

### Quel sera le coût maximal imposé pour la mise en conformité des constructions existantes ?

En application de l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, pour les biens existants antérieurement à l'approbation de ce plan, la mise en œuvre des mesures de prévention des risques naturels prévisibles **ne peut entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens** à la date d'approbation du présent PPRn

### A qui s'impose le PPRn ?

Le règlement et le zonage réglementaire s'imposent à **toute personne publique ou privée** même lorsqu'il existe un document d'urbanisme. Le non-respect des dispositions du PPRn est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles L. 126-1 et R. 123-24-4 du Code de l'Urbanisme, le Plan de Prévention des Risques naturels doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol dans le périmètre inondable défini par le PPRn devra être accompagnée des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet aux règles d'urbanisme instituées par le règlement du PPRn.

**Le Plan de Prévention des Risques naturels approuvé vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L. 562-4 du code de l'environnement.**



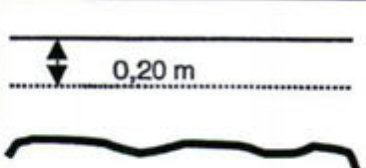
### Chapitre 3 Définition et références techniques

La cote de référence est l'altitude en tout point de la crue de référence. Elle est calculée et exprimée en mètres rattachés au nivellement général de la France (NGF). Elle est reportée sur le zonage réglementaire au droit de profils en travers.

En un lieu donné, la cote de référence sera calculée par interpolation linéaire entre deux cotes voisines connues.

#### Article 1 - Secteurs ayant fait l'objet d'une modélisation hydraulique

Par mesure de précaution le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 20 cm au-dessus de la cote de référence.

Premier plancher utile	=	Cote de référence + 0,20 m	
Cote de référence	=	Cote lue (ou calculée) sur le zonage réglementaire	
Terrain naturel	=	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

#### Article 2 – Autres secteurs

Dans tous les autres secteurs, la définition de la zone inondable résulte d'une étude hydrogéomorphologique ne nécessitant pas le relevé de profils en travers.

Les cotes de référence à respecter, telles qu'elles résultent de la définition de l'aléa, sont de :

- 0,50m en zone bleue,
- 1,00m en zone rouge R,
- 0,50m en zone rouge Ra.



## **TITRE 2 Règles applicables dans la zone rouge**

La zone rouge dénommée **R** correspond aux secteurs soumis à un aléa fort ou moyen.

Elle comprend également plusieurs secteurs soumis à un aléa faible, utiles à la préservation des champs d'écoulement et d'expansion des crues.

Sur le territoire de la commune de St Paul les Romans, cette zone est dénommée Ra. Le règlement tient compte de l'importance du bâti ancien dans ces secteurs.

Dans cette zone le principe du PPRn est d'interdire toute construction nouvelle et de limiter les aménagements.

### **Chapitre 1 Réglementation des projets nouveaux**

Est considéré comme projet nouveau :

- toute construction nouvelle,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

#### **Article 1 - Sont interdits**

Tous les projets nouveaux et tous types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles à l'exception de ceux visés à l'article 2.

Sont notamment interdits et cités ici de manière non limitative, pour information :

- les constructions nouvelles sauf les cas listés à l'article 2,
- la création ou l'aménagement de sous-sols en dessous de la cote de référence,
- la création ou l'extension d'aires de camping, le stationnement de caravanes,
- la création ou l'extension d'aires d'accueil des gens du voyage,
- la création ou l'extension d'aires de stationnement de véhicules ouvertes au public,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des travaux autorisés.

#### **Article 2 - Peuvent être autorisés**

à condition de ne pas aggraver les risques, de ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des prescriptions de l'article 3 :

##### 2.1 – Dans la zone rouge R

- la reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, sauf après une crue, sans augmentation de l'emprise au sol, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite,



- l'extension d'un bâtiment d'habitation en vue notamment de la création d'un ~~aire~~ de refuge sur un garage, vide sanitaire ou bâti non clos. Son emprise au sol sera limitée à 20 m<sup>2</sup> et le projet devra entraîner une réduction globale et significative de la vulnérabilité sur les personnes et les biens pour l'ensemble de la construction,
- L'extension d'une activité économique existante hors ERP dans les conditions suivantes :
  - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité sur les personnes et les biens pour l'ensemble des bâtiments (extension comprise) en ayant notamment pour objectif de participer à la mise en sécurité de l'ensemble des personnes accueillies,
  - le nombre de personnels accueillis ne devra pas augmenter de manière sensible,
- la surélévation des constructions existantes à usage :
  - d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements,
  - d'E.R.P. (Etablissement Recevant du Public) quelle que soit la catégorie ou le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil,
  - d'activités professionnelles (sans augmentation du cheptel pour les élevages).

Le projet doit entraîner une réduction globale et significative de la vulnérabilité sur les personnes et les biens pour l'ensemble des bâtiments.

- le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sans augmentation de population ni augmentation de la valeur des biens exposés aux risques et sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée,
- le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens,
- les installations ou implantations directement liées aux exploitations agricoles, de type hangars ouverts ou partiellement fermés, de manière à ne pas s'opposer à l'écoulement des crues, ne servant qu'à stocker des récoltes ou du matériel susceptibles d'être évacués dès les premiers débordements et conçus de manière à ne subir ni occasionner de dommages lors des crues jusqu'aux cotes des crues de référence définies au titre I chapitre 3,
- la création de garage individuel fermé sous la cote de référence. La superficie ne dépassera pas 20m<sup>2</sup>,
- les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m<sup>2</sup>. Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront si possible disposés hors d'eau,
- les abris de jardin ou apprentis. La superficie ne dépassera pas 20m<sup>2</sup>,
- les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs), sans constructions annexes, hormis les sanitaires. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol,
- les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau,
- l'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PPRn.

## 2.2 – Dans la zone rouge Ra, en sus de la liste ci-dessus :

- La création de bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole existante, autres que les bâtiments d'habitations ou ceux destinés à l'élevage, si aucune autre solution alternative n'est raisonnablement envisageable ailleurs.



- L'extension limitée de l'emprise au sol (voir nota) des constructions existantes à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements.

*Nota : par extension limitée de l'emprise au sol, on entend la moins contraignante des deux limites suivantes :*

- 20 m<sup>2</sup>
  - 10 % de l'emprise au sol de la construction, à la date d'approbation du PPR.
- Le changement de destination des locaux au-dessus de la cote de référence pour l'aménagement de locaux liés et nécessaires à l'activité agricole. Si le changement de destination conduit à créer ou à étendre un ERP lié à l'activité agricole, seuls les ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie hors R, U et J seront autorisés.

Recommandation applicable aux constructions existantes :

- Aménagement ou création d'une aire de refuge, ou à minima d'un accès direct vers un niveau hors d'eau (comble, pièce à l'étage, terrasse, etc.), présentant une issue facilement accessible de l'extérieur par les services de secours.

### Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs

#### 3.1 - Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité compétente pour la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes correspondantes devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous :

- fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.... ) au-dessus de la cote de référence, majorée d'au moins 0,20 m,
- ne pas créer d'ouvertures sur les façades directement exposées au courant,
- réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable,

#### 3.2 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :

Les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites ci dessous.

- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les coffrets d'alimentation à une cote supérieure à la cote de référence majorée d'au moins 0,20m. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans le couper dans les niveaux supérieurs.



- Vérifier la résistance de la structure du bâtiment aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements.
- Réaliser les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques ... ) en matériaux insensibles à l'eau et les concevoir de manière à résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

**3.3 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :**

- Implanter les aires de stockage des produits polluants ou dangereux à une cote supérieure à la cote de référence majorée d'au moins 0,20m.
- Amarrer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

## **Chapitre 2 Réglementation applicable aux biens et activités existants**

Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.

### **Article 1 - Prescriptions**

Dans les 5 ans après approbation du Plan de Prévention des Risques naturels, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires.

- Une aire de refuge, implantée au-dessus de la cote de référence majorée d'au moins 0,20m, de structure et dimensions suffisantes, facilement accessible de l'intérieur et présentant une issue de secours accessible de l'extérieur par les services de secours, sera aménagée ou créée (hormis en zone Ra où cette règle est une recommandation).
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les coffrets d'alimentation seront placés au-dessus de la cote de référence majorée d'au moins 0,20m. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans le couper dans les niveaux supérieurs.
- Les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence devront être obturées en période de crue. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Des orifices de décharge seront créés au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements.
- Les produits polluants ou dangereux devront être stockés au-dessus de la cote de référence majorée de au moins 0,20m.
- Les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue devra être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).



---

**Article 2 – Recommandations**

- Lors d'un aménagement, les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques ... ) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau.

## **Chapitre 3 Règles applicables aux infrastructures et équipements publics**

**Article 1 - Sont autorisés**

- les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif .

**Article 2 - Peuvent être autorisés**

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (station d'épuration, électricité, gaz, eau, téléphone, pipeline, etc. ...), à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement pas envisageable. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 20 mètres des berges des cours d'eau, vallats, ruisseaux, talwegs, etc. .... Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence majorée d'au moins 0,20m. Les stations d'épuration ainsi que les stations de pompage d'eau potable devront répondre aux préconisations fixées en application de la loi sur l'eau.
- les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne **pas aggraver les risques**.
- les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

**Article 3 – Prescriptions particulières**

Les aires de stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPRn, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels, doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers

A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde.



## **TITRE 3 Règles applicables dans la zone bleue**

La zone bleue, dénommée **B** correspond aux secteurs soumis à un aléa faible. Le ruissellement peut y être important.

Le principe est d'y maîtriser l'urbanisation et de réduire la vulnérabilité.

### **Chapitre 1 Réglementation des projets nouveaux**

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

#### **Article 1 - Sont interdits**

Sont notamment interdits et cités ici de manière non limitative, pour information :

- la création d'ERP recevant des personnes vulnérables :  
ERP de type :     **R = établissements d'enseignement ou d'accueil de la petite enfance**  
                          **U = établissements de santé**  
                          **J = établissements d'accueil de personnes âgées ou handicapées**
- la création d'ERP de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie,
- La création de bâtiments publics nécessaires à la gestion d'une crise et notamment ceux utiles à la sécurité civile et au maintien de l'ordre public, sauf à démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative,
- la création ou l'aménagement de sous-sol en dessous de la cote de référence,
- la création ou l'extension d'aires de camping, le stationnement de caravanes,
- La création ou l'extension d'aires d'accueil des gens du voyage,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- les remblais non liés aux opérations autorisées.

#### **Article 2 - Peuvent être autorisés**

à condition de ne pas aggraver les risques, de ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des prescriptions de l'article 3 :

- la reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, sauf après une crue, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite,
- la création de nouvelles constructions à usage :
  - d'habitation,



- d'ERP de 4<sup>ème</sup> ou 5<sup>ème</sup> catégorie, hors types R U et J,
  - d'activités professionnelles (hors élevages),
- l'extension de l'emprise au sol ou la surélévation des constructions existantes à usage :
  - d'habitation,
  - d'ERP quelle que soit la catégorie et le type à condition que l'augmentation de l'effectif soit limitée à 10% de la capacité d'accueil à la date d'approbation du PPRn, que le fonctionnement du bâtiment soit maintenu en période de crue et que le projet entraîne une réduction globale de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés,
  - d'activités professionnelles (sans augmentation de cheptel pour les élevages),
- le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée,
- le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens,
- la création de garage individuel fermé sous la cote de référence,
- les abris de jardin d'une superficie maximale de 20m<sup>2</sup>,
- les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m<sup>2</sup>. Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront si possible disposés hors d'eau.
- les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau,
- les aménagements d'espaces de plein air, d'équipements sportifs et de loisirs. Les locaux créés ne devront pas augmenter le risque en amont et en aval. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol,
- la création ou l'extension de surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié, afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers.

A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde.

### **Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs**

#### **3.1 - Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :**

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité compétente pour la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes correspondantes devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

- fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc....) au-dessus de la cote de référence majorée d'au moins 0,20m,



- ne pas créer d'ouvertures en dessous de la cote de référence sur les façades directement exposées au courant,
- réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable,
- desservir les constructions de nature à générer un rassemblement de personnes, (ERP, bureaux, établissements industriels, lotissements, ...) par deux voies judicieusement positionnées, dont l'une de 5 m de large au moins devra permettre l'évacuation sans gêner l'accès des véhicules de secours.

Ces établissements seront recensés dans le plan communal de sauvegarde et devront faire l'objet de dispositions particulières permettant soit leur évacuation, soit le maintien de leur fonction en période de crue.

### 3.2 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :

Les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites ci dessous.

- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence.
- Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les coffrets d'alimentation à une cote supérieure à la cote de référence majorée d'au moins 0,20m. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans le couper dans les niveaux supérieurs.
- Vérifier la résistance de la structure du bâtiment aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements.
- Réaliser les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, vantaux, protections thermiques et phoniques ...) en matériaux insensibles à l'eau et les concevoir de manière à résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.
- Réaliser, dans les opérations autorisées, des aménagements ou équipements permettant la rétention des eaux pluviales sur le terrain assiette afin de compenser au moins les ruissellements induits.

### 3.3 - les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :

- Implanter les aires de stockage des produits polluants ou dangereux à une cote supérieure à la cote de référence majorée d'au moins 0,20m.
- Amarrer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

## **Chapitre 2 Réglementation applicable aux biens et activités existants**

Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.



**Article 1 - Prescriptions**

Dans les 5 ans après approbation du Plan de Prévention des Risques naturels, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires :

- Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les coffrets d'alimentation à au moins 0,20m au dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans le couper dans les niveaux supérieurs.
- Obturer en période de crue les ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence.. Un système d'obturation par « batardeau » est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre.
- Créer des orifices de décharge au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements.
- Stocker les produits polluants ou dangereux 0,20m au moins au dessus de la cote de référence.
- Amarrer les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Mettre en place un dispositif empêchant les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

**Article 2 - Recommandations**

- Lors d'un aménagement, les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques ... ) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau.
- Disposer d'une aire de refuge, implantée à une côte supérieure à la côte de référence majorée d'au moins 0.20m, de structure et dimensions suffisantes, facilement accessible de l'intérieur et présentant une issue de secours accessible de l'extérieur par les services de secours.

**Chapitre 3 Règles applicables aux infrastructures et équipements publics****Article 1 - Peuvent être autorisés**

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (station d'épuration, électricité, gaz, eau, téléphone, pipeline, etc. ...), à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement pas envisageable. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 20 mètres des berges des cours d'eau, vallats, ruisseaux, talwegs, etc. .... Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence majorée d'au moins 0,20m. Les stations d'épuration ainsi que les stations de pompage d'eau potable devront répondre aux préconisations fixées en application de la loi sur l'eau.



- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

## **Article 2 – Prescriptions particulières**

Les aires de stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPRn, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels, doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers

A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde.



## **TITRE 4 Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde**

En application des articles 4 et 5 du décret n°95- 1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles et des articles L 562-1 et 562-3 du code de l'Environnement, les travaux et mesures de prévention suivants, devront être réalisés ou mis en œuvre, sauf précision contraire, dans un délai maximum de 5 ans après l'approbation du PPRn pour l'existant et au fur et à mesure des aménagements nouveaux.

### **Article 1 - Pour chaque commune**

- **Etablir un plan communal de sauvegarde** (application de l'article 13 de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile) visant la mise en sécurité des personnes, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les services compétents de l'Etat, dans un délai de 3 ans, ce plan doit notamment comprendre :
  - un plan d'alerte à l'échelle territoriale pertinente, le détail des mesures, moyens et travaux de prévention, de sauvetage et de protection appropriés devant être mis en œuvre par la collectivité, les personnes morales publiques et privées et les particuliers,
  - un plan des aires de refuge individuelles et collectives (existantes et à créer), un plan de circulation et d'accès permettant l'évacuation des personnes et facilitant l'intervention des secours,
  - un plan d'organisation et des moyens à mobiliser pour intervenir.Le maire devra préciser les modalités de déclenchement et la mise en œuvre de ce plan. D'autre part, un système d'alerte des populations doit être prévu.
- **Etablir un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)** en application du décret du 11 octobre 1990.
- **Réaliser régulièrement des campagnes d'information** des riverains sur le risque inondation selon les modalités propres à la collectivité. La campagne d'information des riverains devra être réactualisée au moins tous les 2 ans (article 40 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques et à la réparation des dommages).
- **Etablir un schéma directeur d'assainissement pluvial** ou d'écoulement pluvial communal afin d'assurer la maîtrise du débit et des ruissellements pluviaux notamment dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans un délai de 5 ans.

Ce schéma devra entre autres, définir les zones contributives, les prescriptions et les équipements à mettre en œuvre par les aménageurs, la collectivité et les particuliers et destinés à la rétention ou l'infiltration des eaux pluviales dans le cadre d'une gestion optimale des débits de pointe et la mise en sécurité des personnes contre les inondations.

Le schéma devra également définir les mesures dites alternatives à la parcelle, permettant la rétention des eaux pluviales sur le terrain d'assiette afin de limiter les impacts des aménagements ou équipements dans les zones émettrices de ruissellement et d'au moins compenser les ruissellements induits.



**Article 2 - Pour les personnes privées, physiques ou morales**

- **Démolir tout bâtiment ou installation menaçant ruine** ou pouvant être ruiné par une crue, évacuer les matériaux et déchets pouvant être emportés par une crue. Le délai d'évacuation de ruines existantes à la date d'approbation du PPRn est fixé à 3 ans,
- **Compenser l'augmentation du ruissellement** résultant d'une modification de l'occupation du sol (imperméabilisation, déboisement, défrichement, concentration des rejets...) par des mesures individuelles ou collectives.

**Article 3 - Pour les maîtres d'ouvrage des digues de protection**

En application des articles 1382 à 1384 et 1386 du code civil et de l'article 33 de la loi du 16 septembre 1807, les maîtres d'ouvrage doivent s'acquitter de leurs obligations en matière d'entretien des digues.

En complément ils fourniront à la commune tout élément nécessaire à l'élaboration du plan communal de sauvegarde.



## ANNEXES



## MITIGATION

### **Diminution de la vulnérabilité des constructions face à l'inondation**

(cette liste pourra être jointe à l'autorisation de construire)

Certaines dispositions sont imposées par le règlement du PPRn. D'autres ne relèvent d'aucun texte réglementaire, il s'agit uniquement de conseils destinés à limiter les conséquences de futures inondations.

Des fiches plus détaillées concernant les points ci-dessous peuvent être consultées à l'adresse Internet suivante : <http://www.prim.net>

Rubriques : *Documentation – Rapports et guides*

*Plan de prévention des risques*

*PPR et biens existants : mitigation en zone inondable*

### **Aire de refuge pour la mise en sécurité des personnes**

L'aménagement d'une zone de survie est notamment indispensable pour les habitations de plain-pied exposées à des crues rapides ou torrentielles.

- Créer, sous toiture (dans les combles, grenier, au dessus d'un garage), une plateforme-refuge adaptée au nombre d'occupants habituels et facilement accessible (échelle – escalier).
- Créer un accès (fenêtre de toit ou balcon) accessible à partir de cette plate-forme de manière à pouvoir être évacué.
- Penser que ce refuge pourra éventuellement abriter les occupants pendant plusieurs heures.
- Prévoir : torche électrique clignotante, piles, radio, vêtements chauds, tél. portable... (compléter la liste en fonction de la situation personnelle)

### **Vides sanitaires, caves, drains, canalisations, ouvertures**

Neutraliser, autant que faire se peut, la pénétration de l'eau. Pour cela, il convient de :

- Obturer les ventilations,
- Obturer les portes, portes-fenêtres et ouvertures en sous-sol par des batardeaux,
- Doter les canalisations d'eaux usées de clapet anti-refoulement.

S'assurer que les ouvertures de visite sanitaire soient suffisamment grandes (60 cm x 60 cm) pour en faciliter le nettoyage.

Des tranchées drainantes pourront contribuer à un assèchement plus rapide de la structure du bâtiment après retrait des eaux.

### **Isolation thermique**

Remplacer les doublages collés par des systèmes démontables (doublages sur ossature) qui permettent de mieux accéder aux isolants et de faciliter le séchage.

Choisir des matériaux hydrofuges.



### **Cloisons entre pièces**

Dans le cas de cloisons légères (bois, plâtre, carton), les remplacer :

- par des cloisons à ossature métallique, en choisissant des plaques de plâtre hydrofugées,
- par des cloisons maçonnées enduites de mortier de ciment et de chaux.

Dans le cas de cloisons en carreaux de plâtre « standards » (de couleur blanche), les remplacer par des carreaux hydrofugés ou des carreaux hydrofugés « plus » ou « super » (de couleur bleue ou verte).

Dans le cas des cloisons sur ossature métallique, remplacer les plaques de plâtre « standard » par des plaques hydrofugées.

### **Réseau électrique**

- Placer le tableau électrique dans une zone réputée hors d'atteinte de l'eau.
- Prévoir ou remplacer les réseaux électriques montant par des réseaux descendant de manière à faciliter l'évaluation de l'eau dans les gaines.
- Positionner si possible les prises à un niveau supérieur au niveau des plus hautes eaux.
- Installer un tableau divisionnaire de sécurité spécifique à la partie inondable du réseau électrique.

Nota : une installation refaite à neuf bénéficiera d'un contrôle effectué par un organisme agréé.

Vérifier l'étanchéité de l'ensemble des réseaux (électricité, gaz et téléphone) au droit de leur pénétration dans la construction.

### **Courants faibles**

Faire cheminer les réseaux téléphoniques et alarme suivant un schéma descendant de manière à faciliter l'évacuation de l'eau dans les gaines.

### **Revêtements de sols**

Remplacer éventuellement les sols sensibles (moquette, parquet flottant, parquets collés) par des revêtements synthétiques hydrofuges collés ou par du carrelage dans les pièces exposées (conserver des carreaux pour de futures réparations).

### **Revêtements muraux**

Privilégier les papiers peints par rapport à la peinture et aux revêtements plastiques. Ils seront faciles à enlever ce qui aidera au séchage des cloisons et doublages de murs.



Privilégier la pose de faïence murale sur des supports maçonnés. Les supports à base de plaque de plâtre se déforment plus facilement que des cloisons maçonnées à l'occasion d'une immersion prolongée.

### **Autres équipements**

Positionner si possible les équipements sensibles (chaudières, centrale de ventilation, appareils électroménagers, réserves de gaz ...) dans des zones du bâtiment hors d'eau.

Dresser une liste des équipements démontables, des biens mobiliers, des matières polluantes à transférer dans une zone de rangement hors d'atteinte de l'eau.

Vérifier l'arrimage des citernes de fuel, des supports de bouteille de gaz et tout objet susceptible d'être emporté par l'eau.

Installer des menuiseries en PVC plutôt qu'en bois.

### **Divers**

Prévoir un stock de blocs en béton ou en brique afin de pouvoir surélever des meubles.

Prévoir des sacs de sable (ou tout autre dispositif) qui pourront être mis en place pour ralentir la pénétration de l'eau dans le bâtiment et favoriser le déplacement ou la surélévation des meubles et équipements.

Avoir toujours en réserve les objets ou matériaux qui peuvent être utiles en période d'inondation :

- Cordes, leviers, diable pour déplacer les objets lourds,
- Sacs plastiques, bâches pour emballer les objets craignant l'humidité,
- Madriers, planches pour soutenir la pression de l'eau sur les ouvertures.

Dresser la liste des documents à mettre en sécurité :

- Carte d'identité, passeport, permis de conduire,....
- Carnet de santé,
- Actes notariés, contrats, titres de paiements,
- Factures importantes, photos de l'intérieur et de l'extérieur de l'habitation,
- Traces des actions réalisées pour la réduction de la vulnérabilité.



## SIGLES

**DICRIM** : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

**ERP** : Etablissement Recevant du Public

1ère catégorie :	au-dessus de 1 500 personnes ;
2ème catégorie :	de 701 à 1 500 personnes ;
3ème catégorie :	de 301 à 700 personnes ;
4ème catégorie :	300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5e catégorie ;
5ème catégorie :	petits établissements pour lesquels l'effectif du public est fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation.

**NGF** : Nivellement Général de la France

**PLU** : Plan Local d'Urbanisme (anciennement POS)

**PPRn** : Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles



## GLOSSAIRE

<b>Aléa</b>	Phénomène entrant dans le domaine des possibilités, donc des prévisions sans que le moment, les formes ou la fréquence en soient déterminables à l'avance. Un aléa naturel est la manifestation d'un phénomène naturel. Il est caractérisé par sa probabilité d'occurrence (décennale, centennal, etc.) et l'intensité de sa manifestation (hauteur et vitesse de l'eau pour les crues, magnitude pour les séismes, largeur de bande pour les glissements de terrain, etc.)
<b>Bassin versant</b>	Surface d'alimentation d'un cours d'eau, le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux précipitées qui s'écoulent en surface et en souterrain vers cette sortie.
<b>Crue</b>	Période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à un épisode pluvieux important.
<b>Crue torrentielle (ou de type torrentiel)</b>	Apparition ou augmentation brutale du débit d'un cours d'eau à forte pente qui s'accompagne fréquemment d'un important transport solide et d'érosion
<b>Crue de référence</b>	Plus haute crue historique pour laquelle on dispose d'un maximum d'informations, ou crue centennale si elle est supérieure à la crue historique
<b>Débit</b>	Volume d'eau qui traverse une section transversale d'un cours d'eau par unité de temps. Les débits des cours d'eau sont exprimés en m³/s.
<b>Digue</b>	Ouvrage de protection contre les inondations dont au moins une partie est construite en élévation au dessus du niveau du terrain naturel et destiné à contenir épisodiquement un flux d'eau afin de protéger des zones naturellement inondables.
<b>Embâcles</b>	Accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules automobiles, etc.) en amont d'un ouvrage (pont) ou bloqués dans des parties resserrées d'une vallée (gorges étroites).
<b>Enjeux</b>	Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel
<b>Etude hydrologique</b>	L'étude hydrologique consiste à définir les caractéristiques des crues de différentes périodes de retour (débits, durées, fréquences). Elle est basée sur la connaissance des chroniques de débit sur la rivière, relevées aux stations hydrométriques et enrichies des informations sur les crues historiques.
<b>Etude hydraulique</b>	L'étude hydraulique a pour objet de traduire en lignes d'eau les résultats de l'étude hydrologique. On cherche ainsi à définir les lignes d'eau pour la crue centennale. Une telle étude nécessite la connaissance de la topographie du lit de la rivière et la mise en oeuvre d'un modèle hydraulique.
<b>Exutoire</b>	Point le plus en aval d'un réseau hydrographique, où passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin versant.
<b>Hydrogéomorphologie</b>	Analyse naturaliste des conditions d'écoulement des eaux dans un bassin versant fondée essentiellement sur des observations de terrain réalisées par un expert.
<b>Hydrologie</b>	Toute action, étude ou recherche, qui se rapporte à l'eau, au cycle de l'eau et en particulier à la compréhension de la transformation d'un phénomène météorologique (précipitations) en écoulements.



<b>Inondation</b>	Envahissement par les eaux de zones habituellement hors d'eau pour une crue d'intensité variable.
<b>Infiltration</b>	Pénétration de l'eau dans le sol ou dans des roches poreuses. L'infiltration se produit quand l'eau s'introduit dans les pores de la roche ou entre les particules du sol sous l'effet de la gravité.
<b>Laminage</b>	Amortissement d'une crue avec diminution de son débit de pointe et étalement de son débit dans le temps, par effet de stockage et de déstockage dans un réservoir
<b>Mitigation</b>	Mesures pour diminuer la vulnérabilité des constructions
<b>Modélisation</b>	Quantification et spatialisation d'une crue pour une occurrence donnée par le biais d'outils mathématiques
<b>Période de retour</b>	Moyenne à long terme du temps ou du nombre d'années séparant un événement de grandeur donnée d'un second événement d'une grandeur égale ou supérieure. Le temps de retour n'est qu'une autre façon d'exprimer, sous une forme qui se veut plus imagée, la probabilité d'un événement à un moment donné. Malgré son nom sans doute bien mal choisi, il ne fait référence à aucune notion de régularité ou de périodicité et peut même s'appliquer à des événements qui ne se sont pas produits et qui ne se produiront peut être jamais à l'avenir
<b>Prévention</b>	Ensembles de mesures de toutes natures prises, avant qu'ils se produisent, pour réduire les effets dommageables des phénomènes naturels. La prévention englobe le contrôle de l'occupation du sol, la mitigation, la protection, la surveillance, la préparation
<b>Protection</b>	(Dispositions de protection) : opération ou dispositif par intervention sur les milieux ou constitution d'ouvrages en vue de réduire l'extension ou l'enchaînement des aléas
<b>Risque</b>	On définit le risque comme les effets d'un aléa sur des biens ou des personnes vulnérables ; le danger est un état, le risque sa mesure
<b>Risque naturel</b>	c'est un événement dommageable, doté d'une certaine probabilité, conséquence d'un aléa survenant dans un milieu vulnérable. Le risque résulte, donc, de la conjonction de l'aléa et d'un enjeu, la vulnérabilité étant la mesure des dommages de toutes sortes rapportés à l'intensité de l'aléa. A cette définition technique du risque, doit être associée la notion d'acceptabilité pour y intégrer sa composante sociale
<b>Risque majeur</b>	Un risque majeur se définit comme la survenue soudaine et inopinée, parfois imprévisible, d'une agression d'origine naturelle ou technologique dont les conséquences pour la population sont dans tous les cas tragiques en raison du déséquilibre brutal entre besoins et moyens de secours disponibles
<b>Rivières torrentielles</b>	Les rivières torrentielles constituent une catégorie de cours d'eau intermédiaire entre les torrents et les rivières. Leurs pentes étant de quelques unités pour cent, elles peuvent être le siège d'écoulements hyper-concentrés mais pas de laves torrentielles. On peut donc observer sur les rivières torrentielles les phénomènes suivants : crues et débordements rapides rendant l'alerte très difficile, affouillements intenses et/ou apports solides massifs dans le lit mineur et/ou sur le fond de vallée, ces phénomènes contraires pouvant se succéder au même endroit au cours d'une seule crue, et pouvant entraîner des déplacements du lit mineur dans le fond de la vallée
<b>Ruissellement</b>	Phénomène physique d'écoulement non organisé de l'eau sur un bassin-versant. Il perdure jusqu'au moment où il rencontre une rivière, un réseau d'assainissement ou un marais. La force et la concentration du ruissellement dépend d'une combinaison de multiples facteurs : l'intensité des précipitations, la pente, la couverture végétale, etc., et surtout les activités humaines
<b>Vulnérabilité</b>	La notion de vulnérabilité recouvre l'ensemble des dommages prévisibles en fonction de l'occupation des sols et des phénomènes naturels. Ces dommages correspondent aux dégâts causés aux bâtiments ou aux infrastructures, aux conséquences économiques et, éventuellement, aux préjudices causés aux personnes. La vulnérabilité n'est que rarement une quantification mathématique, plutôt une appréciation à dire d'expert



DEPARTEMENT DE LA DROME

COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE N°5  
ANNEXES

Annexe 5-3 : Assainissement

5-3.2 Plan des réseaux au 1/10000

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : 06 NOV 2007

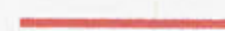
DECAUVILLE Jean - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

BEUA - BLANCHET Pascale - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES VALENCE

ARIES. BERRON Paul - Architecte urbaniste - 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

BARNIER Delphine - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON

EU existant



EU projetée





DEPARTEMENT DE LA DROME  
COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS  
DEPARTEMENT DE LA DROME  
COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS  
PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE N°5  
ANNEXES

Annexe 5-3 : Assainissement


5-3.1 zonage assainissement collectif /  
assainissement non collectif au 1/5000

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : 08 NOV 2007

C	Août 2006	V.G.	TROISIEME DIFFUSION SUITE MODIFICATION LEGENDE	V.G.
B	Juin 2006	V.G.	DEUXIEME DIFFUSION SUITE AVANCEMENT PLU	V.G.
A	Août 2005	V.G.	PREMIERE DIFFUSION	V.G.
INDICE	DATE	NOM	NATURE DES MODIFICATIONS	VERIFIE
Fond de Plan dressé par : FOND DE PLAN SCANNERISE				
ASSETUDRETEDES/R0_2005/R000000000_05assainissement_r0509.dwg				

Tracé en plan

N° DE PLAN :	1
CHEF DE PROJET	Vincent GENTHIAL
NUMERO D'ETUDE	R000669
ECHELLE	1/5000
DESSINATEUR	L.TLIDJANE
DATE	AOÛT 2006

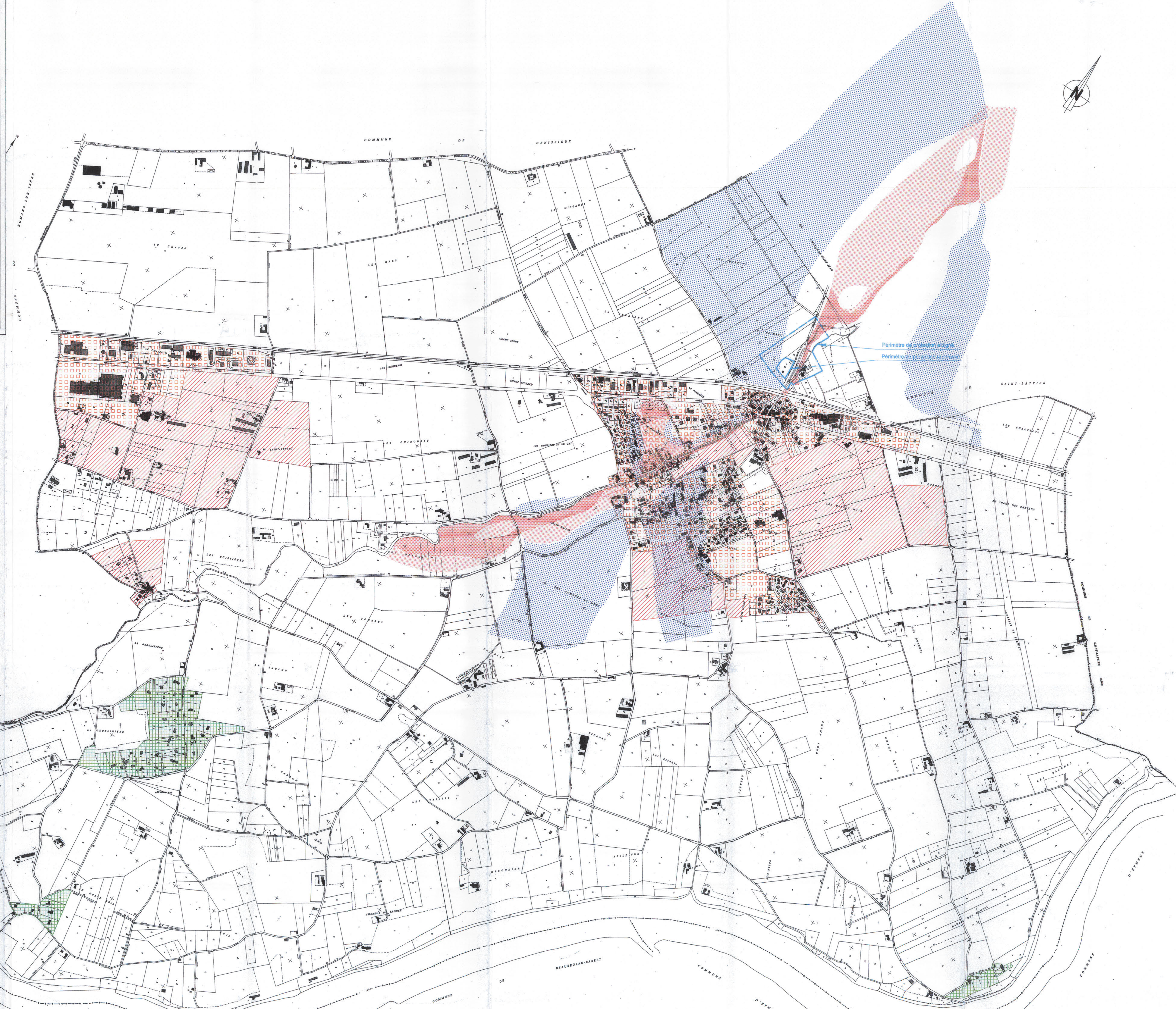


AGENCE DE ROMANS  
1000 Route de St Paul  
26100 ROMANS SUR DROME  
Tél : 03 75 18 00 00 - Fax : 03 75 18 00 10  
E-mail : romans@safege.fr

Ce plan est la propriété de SAFEGE Environnement. Il ne peut être reproduit, modifié et diffusé sans autorisation.

LEGENDE

- Zone d'assainissement collectif existant
- Zone d'assainissement collectif (secteurs à urbaniser)
- Zone d'assainissement non collectif
- Périmètre de protection
- Zone inondables Aléa fort
- Zone inondables Aléa moyen
- Zone inondables Aléa faible





DEPARTEMENT DE LA DROME

COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE N°5  
ANNEXES

Annexe 5-2 : Adduction d'eau potable

5-2.1 Plan au 1/ 10000

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : 06 NOV 2007

DECAUVILLE Jean - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

BEUA - BLANCHET Pascale - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES VALENCE

ARIES. BERRON Paul - Architecte urbaniste - 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

BARNIER Delphine - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON

AEP





DECAUVILLE Jean - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE  
BEUA - BLANCHET Pascale - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26000 BOURG LES VALENCE  
ARIES, BERRON Paul - Architecte urbaniste - 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE  
BARNIER Delphine - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON

Departement de L'ISERE  
Commune de ST LATTIER

Commune de D'AYMEUX

D'AYMEUX

Commune de BEAUREGARD - BARET

BEAUREGARD - BARET

CHATUZANGE - LE - GOUBET

Commune de ROMANS

Commune de CHAILLOUX  
G E N I S S I E U X  
d e  
C o m m u n e



- Vanne de sectionnement
- Ventouse
- Vidange
- N° de Borne



**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

**PIECE N°5  
ANNEXES**

**Annexe 5-5 : Système d'élimination des déchets**

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : **06 NOV 2007**

**DECAUVILLE Jean** - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

**BEUA – BLANCHET Pascale** - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES  
VALENCE

**ARIES. BERRON Paul** - Architecte urbaniste – 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

**BARNIER Delphine** - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON



## **I. Situation actuelle**

En 2003, la commune de St Paul lès Romans a délégué ses compétences de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés à la Communauté de Communes du Pays de Romans.

A ce titre, la collecte des ordures ménagères est assurée par les services de la communauté de communes. La déchetterie située sur le territoire de la commune a été fermée, suite à la création d'une grande déchetterie fonctionnelle en zone industrielle de Romans.

Par ailleurs, la Communauté de Communes du Pays de Romans a elle-même transféré sa compétence de traitement au SYTRAD. Ce dernier est en charge des infrastructures de tri et de traitement pour la majorité des communes du nord de la Drôme et du nord de l'Ardèche.

### **1. Collecte :**

#### **1.1 Ordures ménagères**

Jusqu'en 2005, les récipients utilisés par les ménages étaient dans la majorité des cas, des poubelles classiques munies de couvercles. On trouve aussi des récipients de toutes natures (bidons, lessiveuses, etc...) et même des cartons.

Pour améliorer la propreté, l'ergonomie des postes de travail des éboueurs, responsabiliser la population, la Communauté de Communes du Pays de Romans a lancé en 2005 sur la commune de St Paul lès Romans, une campagne de normalisation des conteneurs.

Le récipient standard est un bac roulant muni de préhensions frontales et ventrales (capacité de 80 à 340L) ou latérales DIN pour les capacités supérieures.

Des conteneurs à ordures ménagères de regroupement sont implantés :

- dans les écarts ruraux, aux débouchés de voies en impasse ou dans certains secteurs qui s'y prêtent,

- dans les lotissements ou les immeubles collectifs. La mise en place de conteneurs est dans tous les nouveaux lotissements ou dans les immeubles neufs ou réhabilités.

Le tonnage collecté en 2005, était de ~~420~~ tonnes. L'ensemble de la commune est collecté une fois par semaine.

#### **1.2 Collecte sélective**

L'option retenue par la commune de St Paul lès Romans est celle de la collecte sélective par apport volontaire soit dans des colonnes de 3 ou 4m<sup>3</sup> réparties sur le territoire communal.

Les matériaux collectés par le biais des colonnes de tri sont acheminés directement à l'usine de recyclage de St Gobain pour le verre et au centre de tri du SYTRAD pour les corps creux et les corps plats afin que ces flux soient triés plus finement. Ensuite les matériaux sont recyclés par filière.

-Verre :

En 2005, avec 6 colonnes de 4m<sup>3</sup>, 40 tonnes de verre ont été collectées et recyclées (environ 26.7 kg/personne en 2005).

-Papiers - cartons :

En 2005, avec 8 colonnes de 4m<sup>3</sup>, 41 tonnes de papiers cartons ont été collectés et recyclés (environ 27kg/personne en 2005).

-Corps creux :

En 2005, avec 5 colonnes de 4m<sup>3</sup>, 8,64 tonnes de corps creux ont été collectées et recyclées.



### 1.3 Déchets industriels et commerciaux

Les déchets assimilables aux ordures ménagères, à l'exclusion des déchets dangereux, sont collectés en même temps que les ordures ménagères moyennant paiement de la redevance spéciale qui est fonction du volume déposé.

### 1.4 Déchetterie

Les déchetteries de la Communauté de Communes du Pays de Romans (une située à Mours en zone artisanale et une autre à Romans en zone industrielle) sont ouvertes gratuitement aux particuliers et aux artisans moyennant paiement d'une participation. Elles acceptent les déchets suivants : bois, verres, papiers-cartons, bouteilles plastiques, ferrailles, végétaux, gravats, pneus, déchets non valorisables et huiles de vidange, Déchets Ménagers Spéciaux (celle de Romans).

Pour l'ensemble de la Communauté de Communes du Pays de Romans, les déchetteries reçoivent environ 8000 tonnes dont plus de 40% est valorisé. Les matériaux récupérés à la déchetterie ou en collecte sélective sont valorisés dans les filières de recyclages ou de production d'énergie.

## **2. Traitement**

Les ordures ménagères sont livrées à l'exploitant d'une décharge contrôlée située à 8 kms du centre ville, dans une commune voisine. Cette décharge est également accessible aux entreprises et aux particuliers. Cela dans l'attente des constructions des nouvelles installations du SYTRAD.



**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

**PIECE N°7 - Application de l'article L 111-1-4 « loi Barnier »**

**Modification n°1 Dossier approuvé en Conseil Municipal du : 08 Juin 2010**

**DECAUVILLE Jean** - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

**BEUA – BLANCHET Pascale** - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES VALENCE

**CLERC et NET - ROMANELLO Laurent** - 45 rue Pierre JULIEN 26200 MONTELMAR

*PLU SAINT PAUL LES ROMANS - MODIFICATION N° 1*



## **Application de l'article L 111-1-4 « loi Barnier »**

La R.D. 92N est une infrastructure routière classée à grande circulation. Les terrains proches de cette infrastructure sont touchés par l'application de la Loi Barnier qui vise à améliorer la qualité urbaine des entrées de ville aux abords des grands axes de circulation. Elle impose l'interdiction de construire dans une bande de 75 mètres par rapport à l'axe de ces voies en dehors des espaces urbanisés, si le P.L.U. ne prévoit pas de règles justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. Cette interdiction de construire ne s'applique pas aux bâtiments agricoles, aux constructions existantes et aux constructions nécessaires aux infrastructures routières.

Les études menées en préalable à l'urbanisation de ce secteur, pour l'essentiel à des fins commerciales, et dans sa partie Est à des fins d'habitation, ont abouti à la prescription de mesures visées par les textes législatifs ci-dessus cités.

### **Les nuisances :**

Ce sont surtout les nuisances sonores dues aux flux de circulation automobiles augmentées par la fréquentation du centre commercial qui sont attendues. Une marge de recul de 20 mètres est imposée aux constructions futures en bordure de la RD 92 N. Les nuisances visuelles seront amoindries par le fait que les constructions seront de faible hauteur, éloignées, et en partie cachées par l'écran paysager constitué par les arbres existants à conserver, et les plantations futures dans la bande de recul.

### **La sécurité :**

Le centre commercial, et le secteur Est du quartier font l'objet de mesures adéquates :

#### **1. Le dispositif de desserte routière du centre commercial prévu, permettra une bonne sécurisation des circulations :**

##### **- les flux de circulation le long de la RD 92N :**

Ils seront sécurisés par la création d'un carrefour-rond point à l'Est du rond point existant actuellement au niveau du centre commercial 'Leclerc', et à une distance suffisante de celui-ci pour permettre la bonne fluidité des circulations.





- **L'accès clientèle automobile** du centre commercial sera assuré à partir de ce carrefour.



- **Les circulations douces :**  
Elles sont assurées en dehors des flux de circulation automobile, en sites propres, ou en circulation protégée le long des voies circulables automobiles





- **Les circulations spécifiques :**  
(livraisons, pompiers, services..., )  
Elles emprunteront des voies prévues en gabarit, à cet effet.





**2. Par ailleurs, la suppression du carrefour Est, intersection de la départementale RD 92N et du chemin rural, contribuera fortement à la sécurisation des circulations routières sur cette section de la départementale; les habitations, ainsi que l'accès aux parcelles agricoles, seront assurées par le Sud, et reliées plus tard, au futur rond point Sud (c.f. Orientations d'aménagement modifiées)**

### **La qualité architecturale, urbanistique, et paysagère**

Le traitement paysager du secteur commercial est soigné sur son ensemble.

Plus particulièrement, des reculs spécifiques sont imposés :

- en bordure de la RD 92N (20 mètres) avec bande végétalisée et conservation de l'alignement d'arbres existants,
- en limite du chemin rural à l'Est (5 mètres), avec pour ce dernier une bande végétalisée flanquée d'une haie en limite de la voirie (c.f. orientations d'aménagement).





DEPARTEMENT DE LA DROME

COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS

PLAN LOCAL D'URBANISME

**PIECE N°5  
ANNEXES**

**Annexe 5-7 : Carrière : arrêté**

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : **06 NOV 2007**

**DECAUVILLE Jean** - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

**BEUA – BLANCHET Pascale** - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES  
VALENCE

**ARIES. BERRON Paul** - Architecte urbaniste – 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

**BARNIER Delphine** - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON



## PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : M. CAMBON  
POSTE TEL. : 2869

### ARRETE n° 01-3040

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU la loi n° 93-3 du 04 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU le Code Minier ;
- VU la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté interministériel du 01 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 autorisant la S.A.R.L. Paul OTHOMENE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon » dans les parcelles cadastrées sous les numéros 127 (ex 33pp) et 129pp, d'une superficie globale de 33 601 m<sup>2</sup> et pour une durée de 12 ans,
- VU l'arrêté préfectoral n° 679 du 18 février 1997 autorisant la Société DROME GRANULATS à se substituer à la S.A.R.L. Paul OTHOMENE pour l'exploitation de la carrière susvisée,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2058 du 26 mai 1999 fixant le montant des garanties financières pour ladite carrière,

**MAIRIE de ST PAUL LES ROMANS**

AFFICHÉ LE : 18/07/2001

RETIRÉ LE : 18/09/2001



VU la demande en date du 25 février 2000, par laquelle la Société DROME GRANULATS – rue de la Chartreuse 38500 – VOIRON sollicite l'autorisation :

- d'exploiter une carrière de sables et graviers sur la commune de Saint-Paul lès Romans au lieu-dit « Le Sablon », d'une superficie d'environ 8,8 ha en extension de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 susvisé,
- de modifier les conditions d'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 susvisé,
- d'exploiter une installation de lavage-concassage-criblage des matériaux sur la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon »,

VU l'arrêté préfectoral n° 1582 du 27 avril 2000 portant mise à l'enquête publique du 26 mai 2000 au 28 juin 2000 la demande susvisée ;

VU les compléments de dossier fournis le 04 avril 2000, le 30 octobre 2000 et le 31 janvier 2001 ;

VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact ;

VU les avis et observations exprimés au vu de l'enquête réglementaire ;

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 07 juillet 2000 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU la convention passée entre la commune de SAINT PAUL LES ROMANS et la Société DROME GRANULATS le 12 septembre 2000 ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement RHONE-ALPES en date du 26 mars 2001 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 29 juin 2001 ;

VU le Plan d'Occupation des Sols approuvé de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS ;

VU le Schéma Départemental des Carrières de la Drôme approuvé par arrêté préfectoral n° 3991 du 17 juillet 1998 ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments ;

Le demandeur consulté ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

**A R R E T E**



## TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION

### Article 1er : Autorisation

La société DROME GRANULATS – rue de la Chartreuse – 38500 VOIRON - est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter une activité « d'exploitation de carrières » ainsi que les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon » pour une superficie de 88 200 m<sup>2</sup> dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté.

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Classement
Exploitation d'une carrière de sables et graviers.	585 kW	2510.1	A
Concassage, criblage de produits Minéraux naturels		2515.1	A

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet. En particulier, le présent arrêté modifie les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 susvisé, en ce qui concerne notamment la remise en état du site et les garanties financières.

### Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation :

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

Les installations doivent être implantées, exploitées et remises en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les parcelles concernées par l'exploitation de la carrière sont les suivantes :

Numéro de parcelles (section ZI)	Superficie
130pp	16 560 m <sup>2</sup>
129pp	71 640 m <sup>2</sup>

L'extraction des matériaux n'est pas autorisée dans le secteur Nord Est du site, suivant le plan joint en annexe.

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse.



La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état agricole suivant les plans de phasage joints en annexe du présent arrêté.

La hauteur moyenne de la découverte est de 1 mètre,

La hauteur de banc exploitable est de 12 mètres,

La cote (NGF) limite en profondeur est de 165 mètres,

Les réserves estimées exploitables sont de 1 440 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée de 130 000 tonnes.

L'installation de traitement des matériaux sera implantée à l'emplacement de la carrière dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 susvisé (plan en annexe).

La quantité maximale annuelle de matériaux traités autorisée est de 130 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation de cette installation de traitement des matériaux a une durée de 15 ans (à compter de la notification du présent arrêté préfectoral) conformément à la demande de l'exploitant (lettre du 31 janvier 2001). A l'issue de l'exploitation de l'installation de traitement, le secteur Sud concerné fera l'objet d'un réaménagement agricole suivant l'engagement du pétitionnaire (mémoire en réponse du 07 juillet 2000).

## **TITRE II – REGLEMENTATIONS GENERALES ET DISPOSITIONS PRELIMINAIRES**

### **Article 3.1 – Réglementation générale**

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

### **Article 3.2 – Police des carrières**

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90 et 107 du Code Minier,
- le décret n° 99-116 du 19 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières,
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

### **Article 4 – Directeur technique - Consignes – Prévention – Formation**

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation de l'installation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.



Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel. Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DRIRE.

### **Article 5 – Clôtures et barrières**

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Des merlons seront disposés :

- tout autour de la zone à exploiter avec plantations sur le merlon le long de la voirie Est (du Grand Bois à VC2),
- autour de l'installation de traitement des matériaux de manière à correspondre à son niveau supérieur.

Ils seront réalisés préalablement à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement.

### **Article 6 – Dispositions préliminaires**

#### **6.1 – Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **6.2 – Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- 1°/ - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2°/ - le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **6.3 – Eaux de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.

#### **6.4 – Accès des carrières**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.



## **6.5 – Déclaration de début d'exploitation**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Préalablement à cette déclaration l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4,5, 6.1 à 6.4 et 17.

## **TITRE III – EXPLOITATION**

### **Article 7 – Dispositions particulières d'exploitation**

#### **7.1 – Défrichage, décapage des terrains**

Le déboisement, le défrichage éventuels, sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

#### **7.2 – Patrimoine archéologique**

Un diagnostic archéologique sera effectué avant le début de l'exploitation sous le contrôle du service régional de l'archéologie afin de délimiter l'étendue des vestiges éventuellement présents et de lever l'hypothèque archéologique sur les portions vierges.

Ce diagnostic archéologique préalable sera effectué sur la totalité de la surface exploitable, en liaison avec le service régional de l'archéologie, selon des modalités définies par celui-ci, à savoir : réalisation de tranchées sur 5 % de la surface avec une pelle rétro à godet lisse. Ces travaux seront effectués en liaison avec le calendrier d'exploitation, phase par phase. Le diagnostic de la première phase devra être achevé dans un délai de 3 mois suivant l'autorisation d'exploiter.

En cas de découvertes archéologiques, il appartiendrait aux parties concernées de formaliser par convention les conditions techniques et financières d'une fouille de vestiges repérés. Il serait alors fait application des dispositions de l'article L512.3 du Code de l'Environnement susvisé pour fixer les modifications ou prescriptions additionnelles rendues, le cas échéant, nécessaires pour assurer la protection des intérêts évoqués ci-avant.

#### **7.3 – Epaisseur d'extraction**

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 165m, pour une épaisseur d'extraction maximale de 12m et à 2m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique.

#### **7.4 – Extraction en nappe phréatique**

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit.

#### **7.5 – Abattage à l'explosif**

Les tirs de mines sont interdits.



## **7.6 – Conduite de l'exploitation**

L'exploitation sera conduite suivant la méthode définie ci-après :

- décapage de la terre végétale et stockage, notamment en merlons,
- extraction des matériaux par paliers successifs,
- remise en état du site.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.

## **7.7 – Distances limites et zones de protection**

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. Par dérogation, dans les secteurs contigus à d'autres carrières, dont la cote est inférieure à celle du terrain naturel, la bande de 10 mètres pourra être exploitée en tout ou partie afin d'assurer un meilleur aspect paysager final.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.

## **7.8 – Registres et plans**

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- Les bords de la fouille,
- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- Les zones remises en état,
- Des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

## **TITRE IV – REMISE EN ETAT**

### **Article 8 :**

L'objectif final de la remise en état vise la remise en culture du site pour le secteur Nord.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

Pour le secteur Nord :



- nivellement du fond de fouille après remblaiement partiel éventuel,
- mise en place des terres de découverte et de la terre végétale,
- remise en culture par tranches successives,
- talutage des fronts à une pente maximum de 45°. Les talus seront recouverts de terre végétale et enherbés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

La remise en état initialement prévue pour le secteur Sud où sera implantée l'installation de traitement des matériaux est modifiée par rapport aux prescriptions du point 7.3 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993, comme suit :

« 7.3 – Dès l'achèvement des extractions de matériaux :

◇ les talus, taillés à une pente maximale de 45°, seront recouverts de terre végétale et plantés avec des essences locales et de hautes tiges,

◇ le fond de fouille sera nivelé et pourra être laissé brut de tout venant, pour l'implantation de l'installation de traitement des matériaux. »

Le schéma d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté.

### **8.1 – Cessation d'activité définitive**

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité. Cette notification sera accompagnée des pièces prévues à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 modifié notamment :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies.
- Un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement et devra comprendre notamment :
  - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
  - la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
  - les conditions de remise en état et d'insertion du site dans son environnement ainsi que son devenir,
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement, et les modalités de mise en œuvre de servitudes.

### **8.2 – Remblayage**

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

## **TITRE V – PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 9 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.



Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

#### **Article 10 – Pollution des eaux :**

##### **10.1 – Prévention des pollutions accidentelles**

I – Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III – Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

##### **10.2 – Prélèvement d'eau**

Hormis à des fins de contrôle, d'analyse ou de secours incendie, les prélèvements d'eau dans le milieu naturel ne sont autorisés que pour l'activité de lavage des matériaux pour un débit maximal de 10 m<sup>3</sup>/heure et une durée de prélèvement limitée à 8 heures par jour. Pour cette activité les prélèvements seront effectués dans un puits implanté sur le site.

L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé ; le relevé sera fait hebdomadairement, et les résultats seront inscrits sur un registre.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau.

##### **10.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

###### **10.3.1 – Eaux de procédés des installations**

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.

A cette fin une installation automatique de recyclage des effluents de lavage, munie d'un dispositif de floculation – décantation, doit être mise en place.

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.



### 10.3.2 – Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

I – Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II – Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

### 10.3.3 – Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

## 10.4 – Contrôles

### 10.4.1 – Qualité des eaux

Une analyse de la qualité des eaux souterraines sera effectuée chaque année à l'amont et à l'aval du site, par un organisme indépendant et agréé.

Elle portera notamment sur les paramètres suivants :

- pH
- DB05
- DCO
- MES
- Hydrocarbures totaux.

L'état initial de la qualité des eaux sera effectué, avant le début des travaux d'exploitation, sur les 4 piézomètres présents sur le site S1, S2, S3 et S4 figurant sur le plan ci-joint.

Les résultats de ces différentes analyses seront transmis au service chargé de la Police de l'Eau.

### 10.4.2 – Niveau piézométrique

Un contrôle des niveaux piézométriques sera effectué tous les trois mois dans les quatre piézomètres installés sur le site (S1 à S4 localisés sur le plan ci-joint).



## **Article 11 – Pollution de l'air**

I – L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

◇ Toute action susceptible d'émettre des poussières devra :

- être réalisée dans des conditions atmosphériques favorables (vent faible, taux d'humidité important),
- être accompagnée de mesure réduisant efficacement l'émission de poussières (arrosage suffisant de la zone concernée par exemple).

◇ les dispositifs suivants seront mis en place :

- capotage des convoyeurs pour les matériaux pulvérulents concassés,
- aspersion d'eau sur les cribles et les points de jetés des matériaux de la chaîne des concassés,
- dispositif d'arrosage des pistes.

II – Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température – 273 Kelvin – et de pression – 101,3 kilo pascals – après déduction de la vapeur d'eau – gaz sec - ).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussière des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup>. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Les teneurs en poussières seront contrôlées annuellement selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 12 – Incendie et explosion**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

## **Article 13 – Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

## **Article 14 - Bruits et vibrations**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

### **14.1 - Bruits**

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :



Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 19h, sauf dimanches et jours fériés. (Jour) *
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

\* Les travaux d'exploitation ne sont pas autorisés en dehors de cette période.

En outre, les travaux effectués dans un rayon de 170m autour de l'habitation située au Nord-Est du site (défini sur le plan annexé) seront limités à la période horaire suivante :

8h – 12h / 13h30 – 17h.

Avant de débiter les travaux dans cette zone de 170 mètres, le merlon de protection au Nord-Est sera renforcé (hauteur environ 6m).

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite au moins annuellement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

#### 14.2 – Vibrations

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### Article 15 – Transport des matériaux :

La Société Drôme Granulats doit informer tous les véhicules utilisant la carrière de l'obligation d'emprunter le même et unique trajet pour rejoindre la RN92 :

- chemin d'exploitation (ex sortie CATRAP)
- pont et déviation des Buissières
- giratoire de St Vérand
- rue Denis Papin – giratoire RN92 / Leclerc.

Ce trajet est reporté sur le plan joint en annexe.

#### Article 16 – Installation électrique

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.



## **TITRE VI – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 17 : Garanties financières**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.

### **Article 18 – Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 19 – Accident ou incident**

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le Règlement Général des Industries Extractives.

### **Article 20 – Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

### **Article 21 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

### **Article 22 – Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.5 ci-dessus.



### Article 23 – Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de la Drôme, le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

### Article 24

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le maire de SAINT PAUL LES ROMANS et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au pétitionnaire,
- à Monsieur le Maire de SAINT PAUL LES ROMANS,
- au Directeur Régional de l'Environnement,
- au Directeur Départemental de l'Equipeement,
- au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- au Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- au Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- au Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Valence, le 13 juillet 2001

LE PREFET,

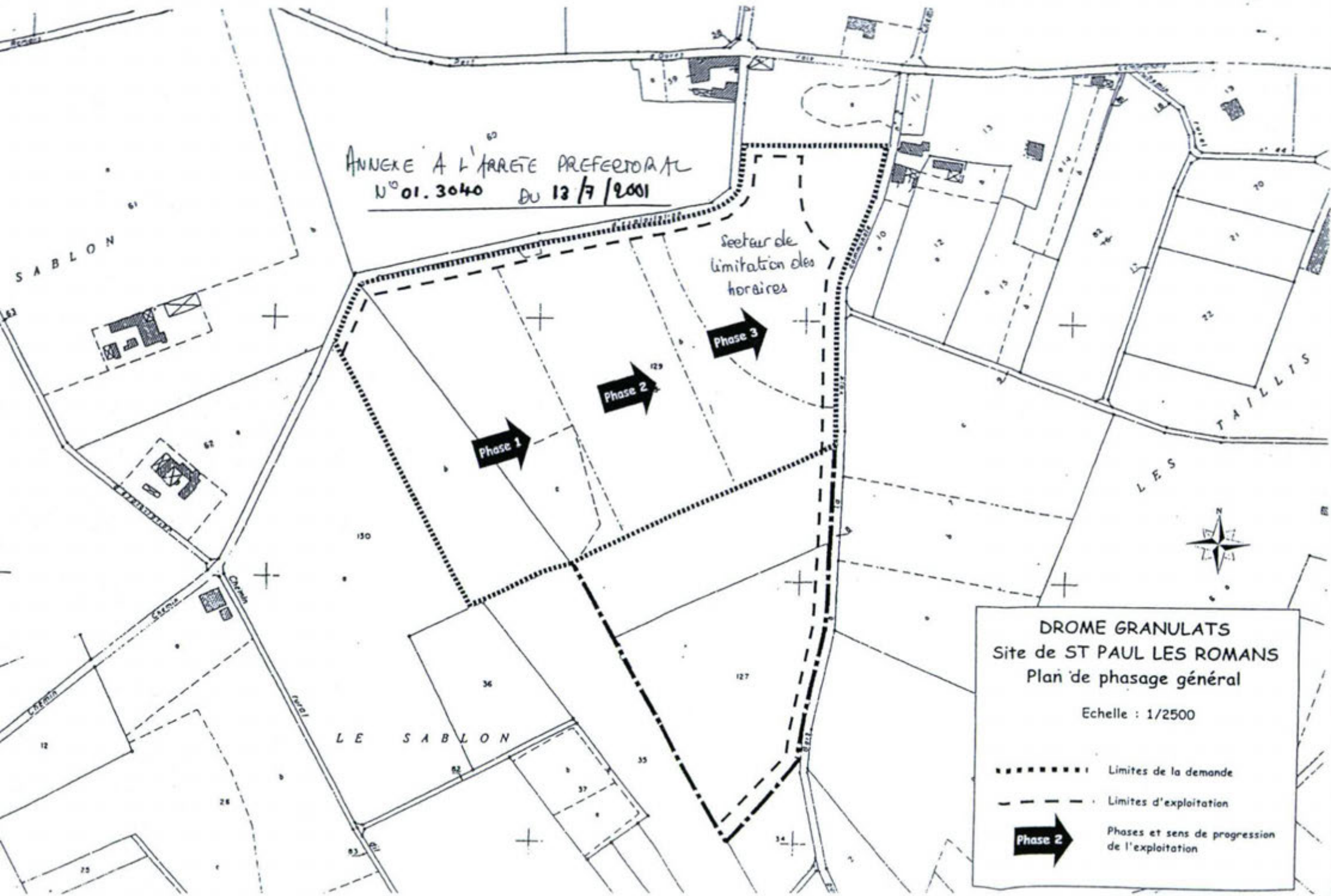
Par délégation  
Le Secrétaire Général  
Jacques NODIN

POUR AMPLIATION  
LE SECRETAIRE ADMINISTRATIF



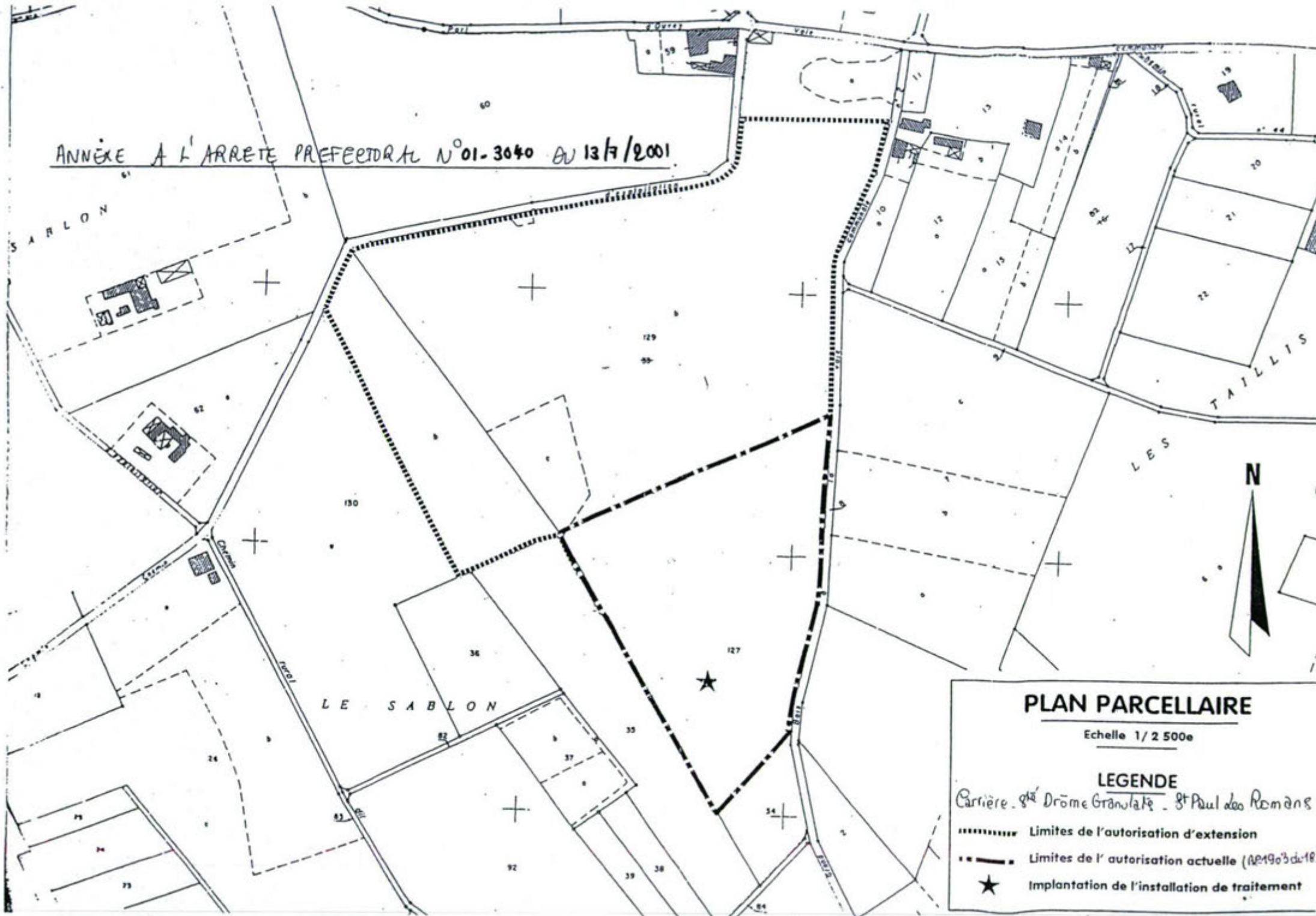
Bruno CAMBON







ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N°01-3040 DU 13/7/2001



## PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/2 500e

### LEGENDE

Carrière - 8<sup>è</sup> Drôme Granulats - St Paul des Romans

- Limites de l'autorisation d'extension
- - - - - Limites de l'autorisation actuelle (n°1903 du 18)
- ★ Implantation de l'installation de traitement

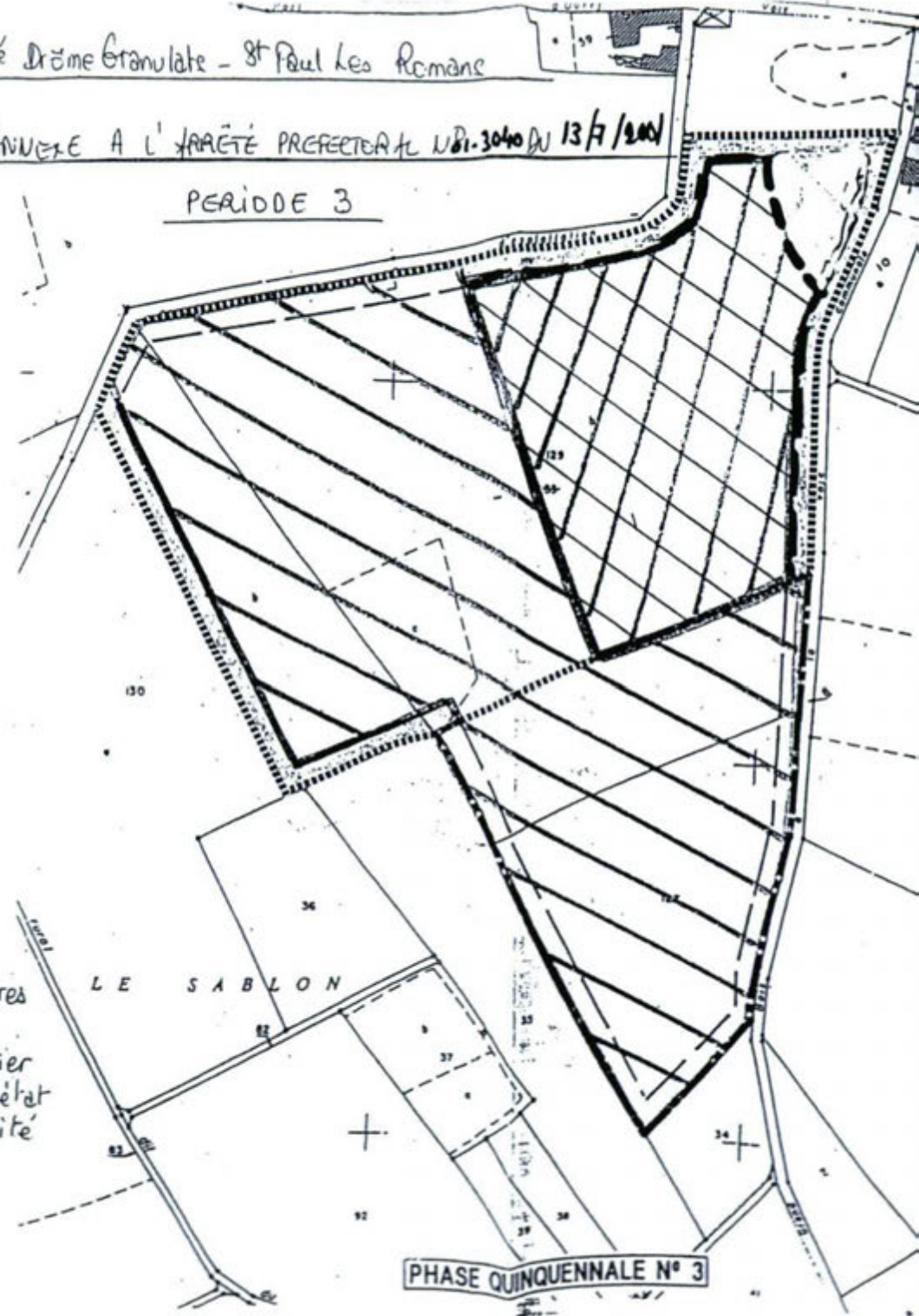
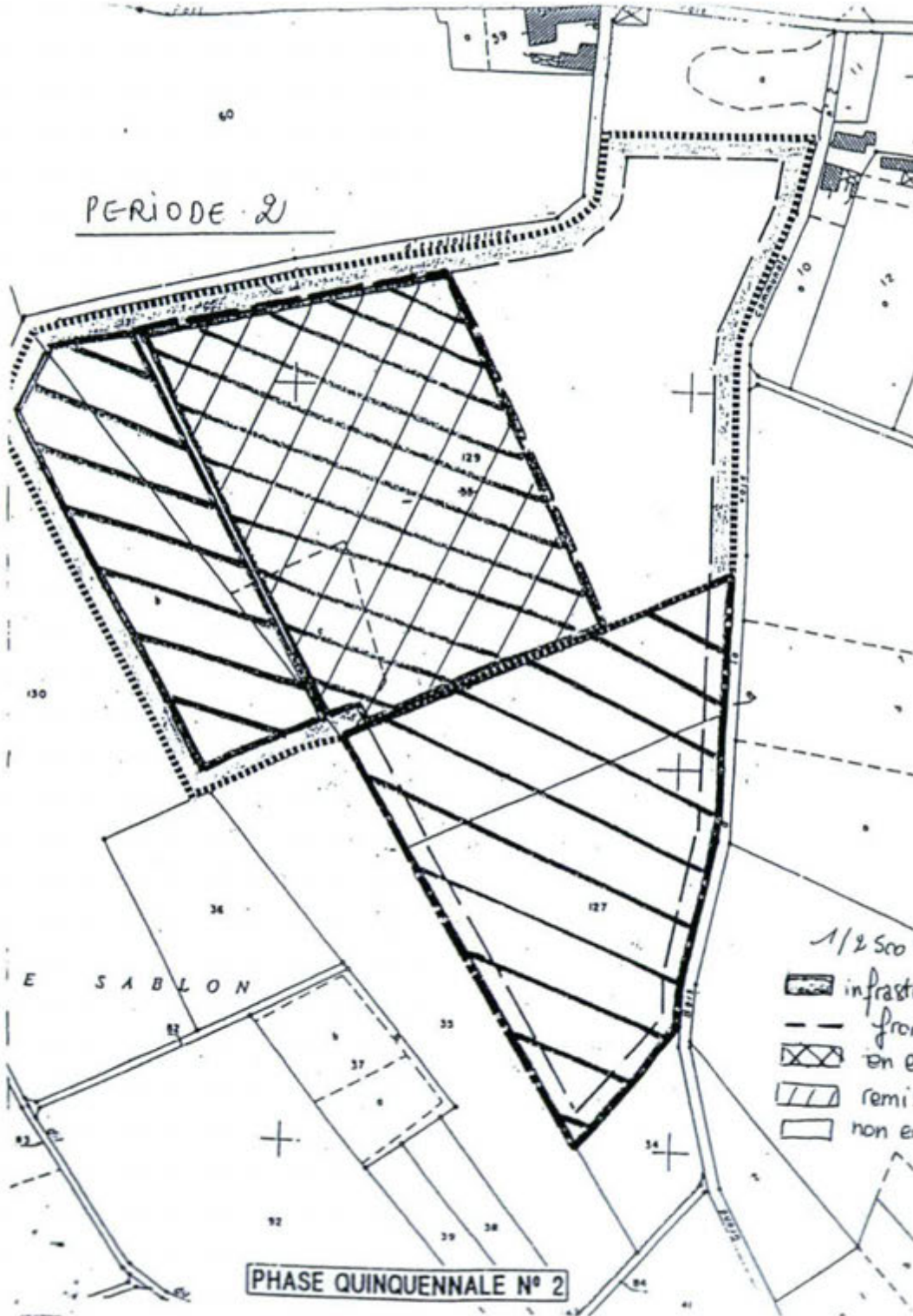


Sté Drôme Granulats - St Paul Les Romans

ANNEXE A L'ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 3040 DU 13/7/2001

PÉRIODE 2

PÉRIODE 3





ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL  
N° 01-3646 DUL 7/7/2001

SABLON

Réaménagement agricole

Réaménagement agricole  
après enlèvement des  
installations de traitement

TAILLIS

LES

LE SABLON

DROME GRANULATS  
Site de ST PAUL LES ROMANS  
Plan de remise en état

Echelle : 1/2500

.....

Limites de la demande



Arbres et arbustes



Cultures



Chemin d'accès





ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N°01.3040 DU 13/7/2001





S<sup>te</sup> Drôme Granulats. Saint Paul les Romans

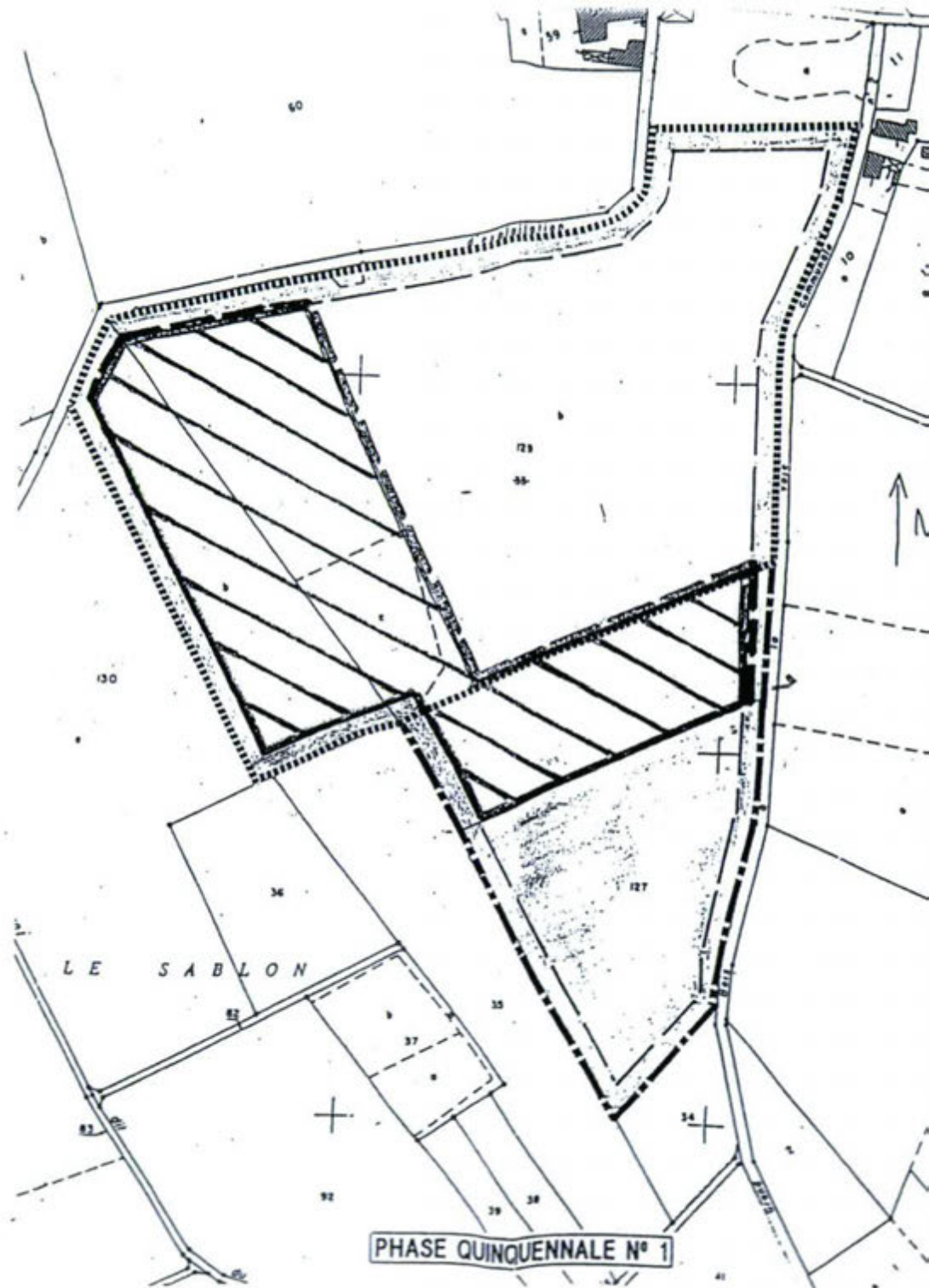
**Carrière**

Plan de phasage et de réaménagement  
période 1

**LEGENDE**

Echelle : 1/2 500e

-  S0 : Surface non exploitée
-  S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées.
-  S2 : Surface en chantier (découvertes et exploitation)
-  S3 : Surface des fronts en exploitation





# TRAJET DES CAMIONS

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N° 01.3040 DU 13/7/2001

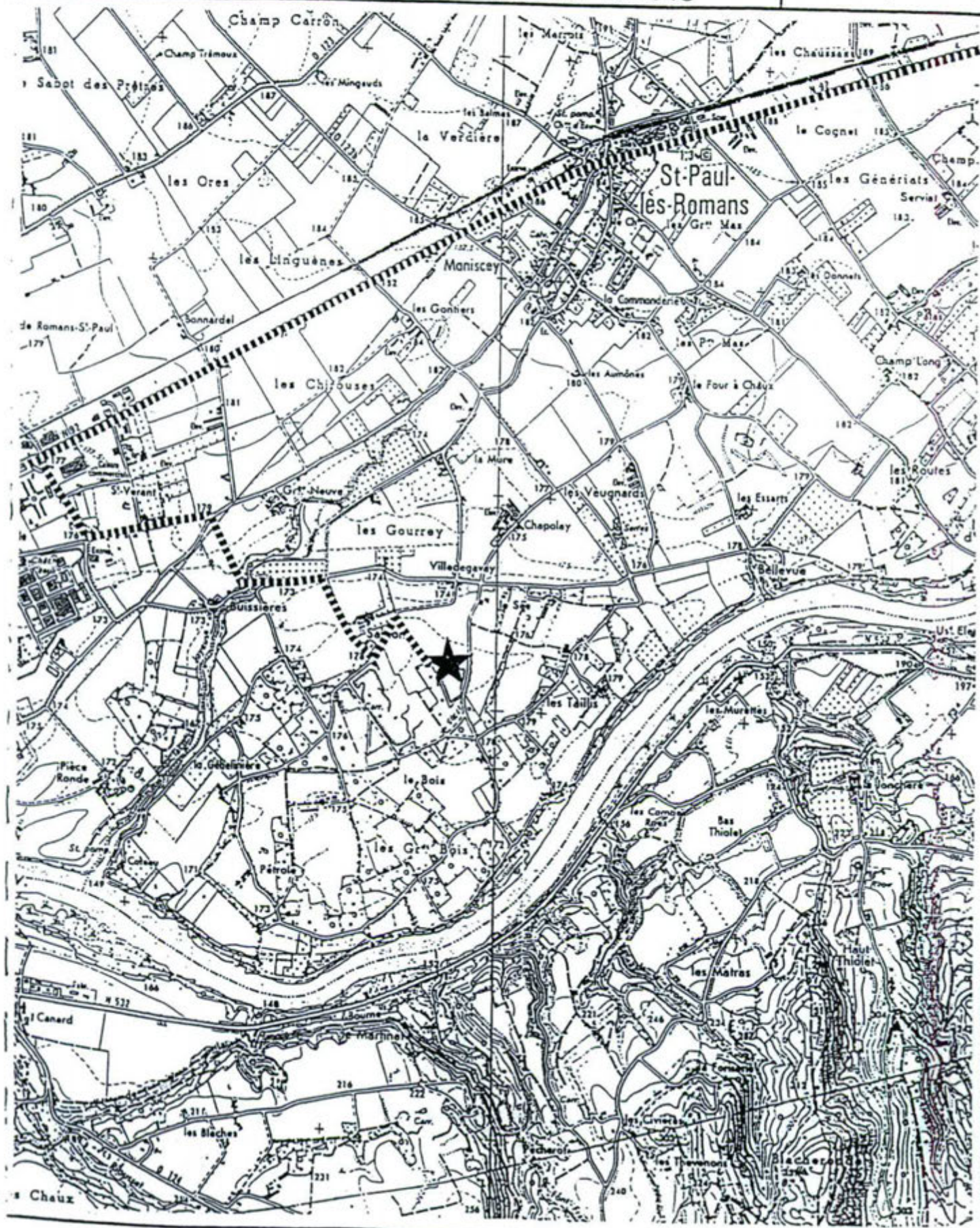


Le site

----- Trajet des camions

Carrière - Sté Drôme Granulats - St Paul des Romans

Echelle : 1/ 25 000e





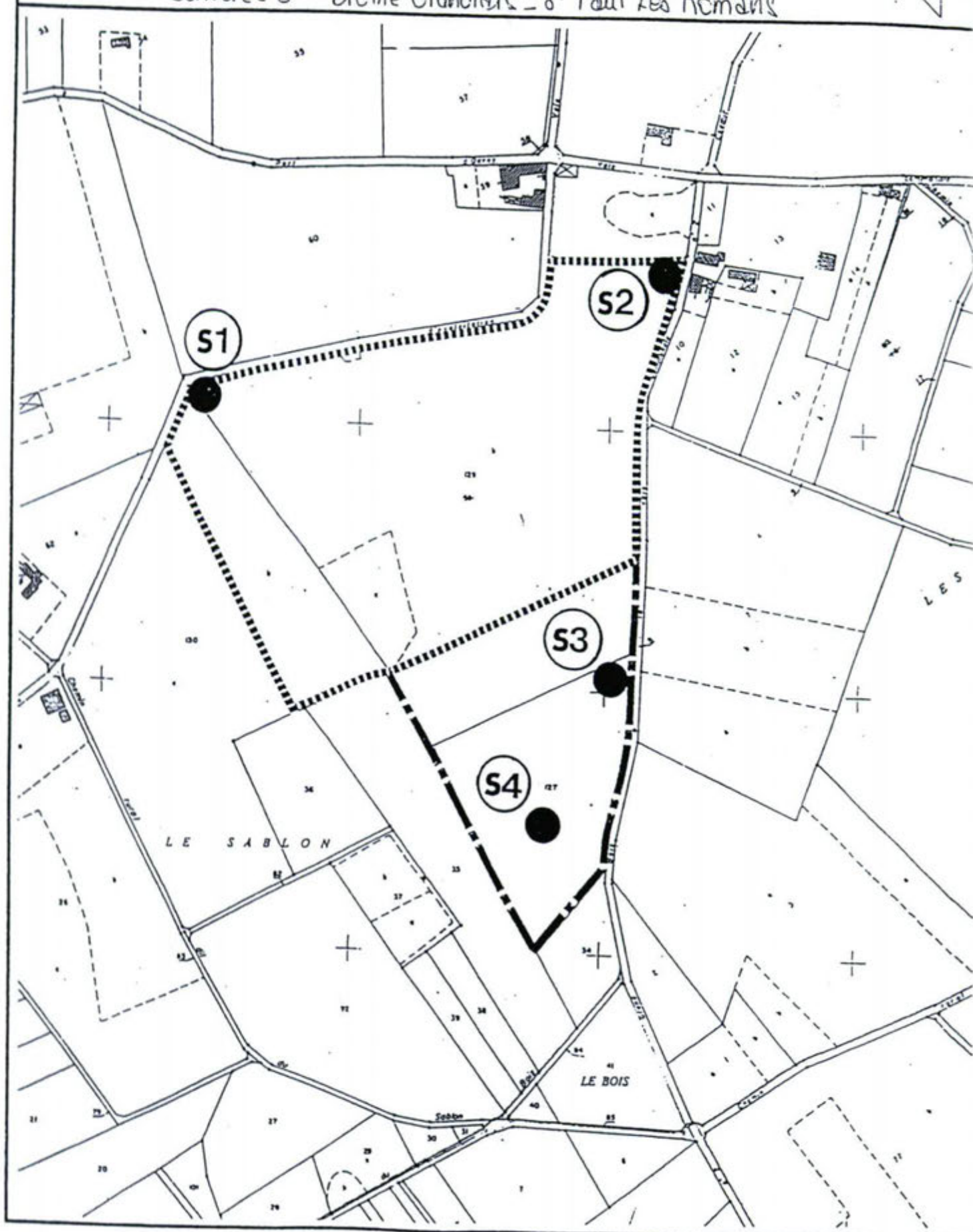
Carte d'implantation des piézomètres de surveillance

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N° 01-3046 DU 13/7/2001

Limites du site

● S1 Point de localisation des piézomètres

Carrière - Ste' Drôme Granulats - St Paul Les Romans





**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

**PIECE N°5  
ANNEXES**

**Annexe 5-4 : classement sonore des infrastructures de transport**

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : **06 NOV 2007**

**DECAUVILLE Jean** - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

**BEUA – BLANCHET Pascale** - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES VALENCE

**ARIES. BERRON Paul** - Architecte urbaniste – 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

**BARNIER Delphine** - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON



---

---

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 748

**LE PREFET DE LA DROME**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

**Arrête :**

**Article 1**

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

**Article 2**

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé; la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

1 - Classement des routes nationales

2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.

3 - Classement des autoroutes A7 et A49



# I - CLASSEMENT DES ROUTES NATIONALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SANT HANBERT D'ALDON PROZEN HERMITAGE ANDANCETTE LEANDREMENT LAVEYRON SAINT VALENTIN TONGAS SERVES D'ARRE TROMS SERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN 7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Pallasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE UMRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Uvron centre	PR 63.200 à PR 64.640	UMRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Uvron	PR 64.640 à PR 66.175	UMRON	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOL CLOUSCIAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN 7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALIXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORJOL	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert



## 2 - CLASSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.839 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.198	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.198 à PR 12.503	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.503 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.200 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.785	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.660	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLAONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	ONVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORJOL	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORJOL	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.880	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.880 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET. BLAONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.676	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.891	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.891 à PR 33.899	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.899 à PR 33.900	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.900 à PR 38.0	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.0 à PR 38.792	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.364	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 41.364 à PR 42.321	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.783	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 45.783 à PR 46.331	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	VALINAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 147.50 à PR 149.364	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.500 à PR 5.630	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217				



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.886 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert



### 3 - AUTOROUTES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOL SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert



La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

### Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

### Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.



## Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

## Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON  
ALIXAN  
ALLAN  
ALEX  
ANDANCETTE  
ANNEYRON  
AOUSTE SUR SYE  
AUBRES  
BEAUMONT LES VALENCE  
BEAUMONT MONTEUX  
BEAUREGARD BARET  
BEAUSEMBLANT  
BEAUVALLON  
BOURG DE PEAGE  
BOURG LES VALENCE  
CHABEUIL  
CHABRILLAN  
CHANOS CURSON  
CHANTEMERLE LES BLES  
CHANTEMERLE LES GRIGNAN  
CHATEAUNEUF DU RHONE  
CHATEAUNEUF SUR ISERE  
CHATUZANGE LE GOUBET  
CLERIEUX  
CLOUSCLAT  
CONDORCET  
CREST  
CROZES HERMITAGE  
DIE  
DIVAJEU  
DONZERE  
EROME  
ESPELUCHE  
ESPEL  
ETOILE SUR RHONE  
EURRE

EYMEUX  
GERVANS  
GRANES  
GRANGES GONTARDES  
GRANGE LES BEAUMONT  
GRIGNAN  
HOSTUN  
JAILLANS  
LA BATIE ROLLAND  
LA BAUME D'HOSTUN  
LA BEGUDE  
LA COUCOURDE  
LA GARDE ADHEMAR  
LA ROCHE DE GLUN  
LARNAGE  
LAVEYRON  
LES TOURETTES  
LIVRON  
LORJOL  
LUS LA CROIX HAUTE  
MALATAVERNE  
MALISSARD  
MERCUROL  
MIRABEL ET BLACONS  
MIRABEL AUX BARONNIES  
MONTBOUCHER SUR JABRON  
MONTELEGER  
MONTELMAR  
MONTMEYRAN  
MONTTOISON  
MONTVENDRE  
MOURS SAINT EUSEBE  
NYONS  
PEYRINS  
PIEGON  
PIEGROS LA CLASTRE

PIERRELATTE  
PILLES  
PONSAS  
PONT D'ISERE  
PORTES LES VALENCE  
REAUVILLE  
ROMANS SUR ISERE  
ROUSSAS  
SAILLANS  
SAINT BARTHELEMY DE VALS  
SAINT DONAT SUR L'HERBASSE  
SAINT MARCEL LES VALENCE  
SAINT NAZAIRE EN ROYANS  
SAINT PANTALEON LES VIGNES  
SAINT PAUL LES ROMANS  
SAINT PAUL TROIS CHATEAUX  
SAINT RAMBERT D'ALBON  
SAINT RESITUT  
SAINT UZE  
SAINT VALLIER  
SAULCE SUR RHONE  
SAUZET  
SAVASSE  
SERVES SUR RHONE  
SOLERIEUX  
SUZE LA ROUSSE  
TAIN L'HERMITAGE  
TULETTE  
UPIE  
VALAURIE  
VALENCE  
VAUNAVEYS LA ROCHETTE  
VENTEROL  
VERCHENY  
VINSOBRES



**Article 7**

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Equipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

A Valence le 12 MARS 1991

Jean-Pierre MARQUIE

**Pour ampliation**

L. AUCHE, Adjoint,  
Chef de Bureau

  
L. AUCHE



---

---

PREFECTURE DE LA DROME

R.A.A. - DROME - 1 JUIN 1999

ARRETE N° 970

LE PREFET DE LA DROME  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+414 à KM 688,744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LVRON LORJOL SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MURELS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSAZ BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST ONAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

R.A.A. - DROME - 1 JUIN 1999



Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

## Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.



Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN	LORJOL
ANDANCETTE	MALATAVERNE
BONLIEU SUR ROUBION	MANTHES
BOURG LES VALENCE	MARSANNE
BREN	MARSAZ
CHABEUIL	MERCUROL
CHABRILLAN	MONTBOUCHER SUR JABRON
CHATEAUNEUF DE GALAURE	MONTELIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MONTELMAR
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MONTMEYRAN
CHAVANNES	MONTVENDRE
CLAVEYSON	MORAS EN VALLOIRE
CLERIEUX	MUREILS
CREST	OURCHES
CROZES HERMITAGE	PIERRELATTE
DIVAJEU	PONSAS
DONZERE	PONT D'ISERE
EROME	PORTES LES VALENCE
ESPELUCHE	ROUSSAS
EURRE	ROYNAC
ETOILE SUR RHONE	SAINT MARCEL LES VALENCE
GERVANS	SAINT RAMBERT D'ALBON
GRANGES GONTARDES	SAINT SORLIN EN VALLOIRE
GRANGES LES BEAUMONT	SAINT VALLIER
LA COUCOURDE	SAULCE
LA GARDE ADHEMAR	SAUZET
LA LAUPIE	SAVASSE
LA MOTTE DE GALAURE	SERVES SUR RHONE
LA ROCHE SUR GRANE	TAIN L'HERMITAGE
LAPEYROUSE MORNAY	UPIE
LAVEYRON	VALENCE
LES TOURETTES	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
LIVRON	

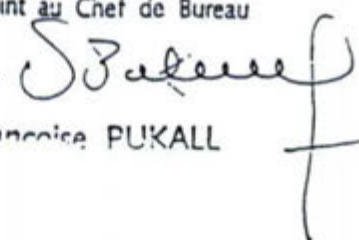


Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en commun en site propre.

Valence le 15 MAR. 1999

Pour ampliation  
L'Adjoint au Chef de Bureau

  
Françoise PUKALL

Jean-Pierre MARQUIE





Direction  
Départementale  
de l'Équipement

Drôme

# **CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES NOUVEAU DISPOSITIF RÉGLEMENTAIRE**



**AVRIL 1998**



# Classement sonore des infrastructures

*Le bruit est la première nuisance citée par 80 % des citoyens français. Il fait l'objet d'une nouvelle réglementation destinée à la prise en compte des nuisances sonores dues aux infrastructures de transports terrestres lors de la construction de bâtiments.*

## Textes réglementaires

□ Loi Bruit N° 92-1444 du 31 décembre 1992. Elle met notamment l'accent sur la protection des riverains des infrastructures de transports terrestres par de nouvelles prescriptions.

□ Décret N° 95-21 du 9 janvier 1995, relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation.

□ Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.



## Les objectifs du classement

Il vise à classer suivant 5 catégories, les différentes voies de transports terrestres en fonction de leur niveau de nuisance sonore. Des précautions devront être prises lors de la construction de tous bâtiments aux abords de ces voies. Des documents annexés au POS permettront d'informer les constructeurs dans le cadre du certificat d'urbanisme. Ceux-ci devront alors garantir un minimum de confort acoustique aux futurs habitants.

## Les infrastructures concernées

- Les autoroutes A7 (ASF) et A49 (AREA)
- Les routes écouant un trafic moyen supérieur à 5.000 véhicules par jour.
- Les lignes ferroviaires interurbaines de plus de 50 trains par jour.

## La démarche

Le Préfet est chargé de définir, par arrêté, le classement sonore des infrastructures : en particulier des routes nationales, départementales et communales. Il consulte les communes concernées qui disposent d'un délai de 3 mois pour faire part de leurs observations sur le classement proposé.

A l'issue de ce délai, le Préfet prend un arrêté classant les infrastructures qui précise les secteurs affectés par le bruit, les niveaux sonores à prendre en compte dans ces secteurs et les isollements de façade requis. Ces classements et secteurs de nuisances, sont reportés dans les documents annexes des POS.





Les modalités techniques

Le classement est déterminé par calcul, en fonction de paramètres de base tels que : trafic, vitesse, rampe, environnement de la route, tissu en U ou ouvert,...

Les infrastructures sont classées sur la base de leurs niveaux sonores diurnes et nocturnes permettant de déterminer la catégorie de l'infrastructure selon 5 classes définies par l'arrêté du 30 mai 1996 et illustrées dans le tableau ci-contre.

Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (6h - 22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (22h - 6h) en dB(A)	catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300$ m
$76 < L < 81$	$71 < L < 76$	2	$d = 250$ m
$70 < L < 76$	$65 < L < 71$	3	$d = 100$ m
$65 < L < 70$	$60 < L < 65$	4	$d = 30$ m
$60 < L < 65$	$55 < L < 60$	5	$d = 10$ m

Le dB(A) exprime par des nombres simples l'ensemble des intensités de sons : le décibel acoustique.  
 $L_{Aeq}$  est le niveau de bruit moyen sur une durée donnée.



tissu ouvert



tissu en U

Tissu en U - valeur de l'isolement minimal

CATEGORIE D'INFRASTRUCTURE	1	45 dB(A)
	2	42 dB(A)
	3	38 dB(A)
	4	35 dB(A)
	5	30 dB(A)

Tissu ouvert - valeur de l'isolement minimal en dB(A)

Distance en mètre entre le bâti et les infrastructures		0	10	15	20	25	30	40	50	65	80	100	125	160	200	250	300
CATEGORIE D'INFRASTRUCTURE	1	45	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	
	2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30		
	3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30						
	4	35	33	32	31	30											
	5	30															

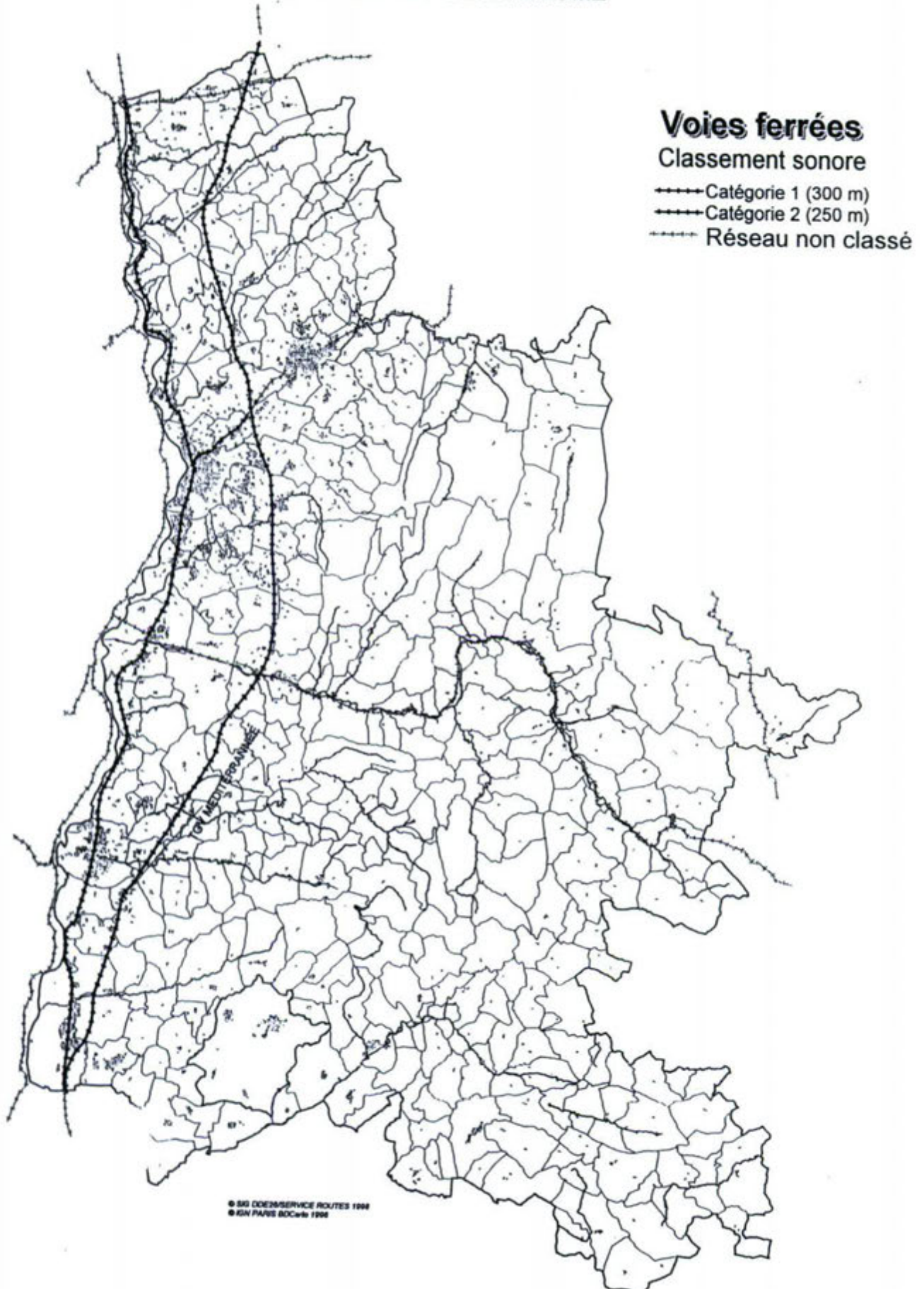
En tissu ouvert, la valeur de l'isolement minimal des pièces se calcule en fonction de la distance entre le bâti à construire et

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche,
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.



# CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE

## DEPARTEMENT DE LA DROME



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA DROME



**A titre indicatif - échelle des bruits dans l'environnement extérieur des habitations en dB(A) -**

Boulevard périphérique de Paris (200.000 véh/j)	80	très gênant - discussion impossible
Proximité immédiate d'une autoroute	75	très gênant - discussion très difficile
Niveau de bruit en ville	65	bruyant
Niveau de bruit réglementaire le jour	60	conversation possible
Niveau réglementaire la nuit	55	relativement calme
Rue piétonne la nuit	50	calme
Campagne le jour sans vent	40	ambiance très calme

## La mise en oeuvre

La Direction Départementale de l'Équipement de la Drôme a été désignée par le Préfet de la Drôme en tant que Chef de projet pour la mise en oeuvre des modalités de la loi.

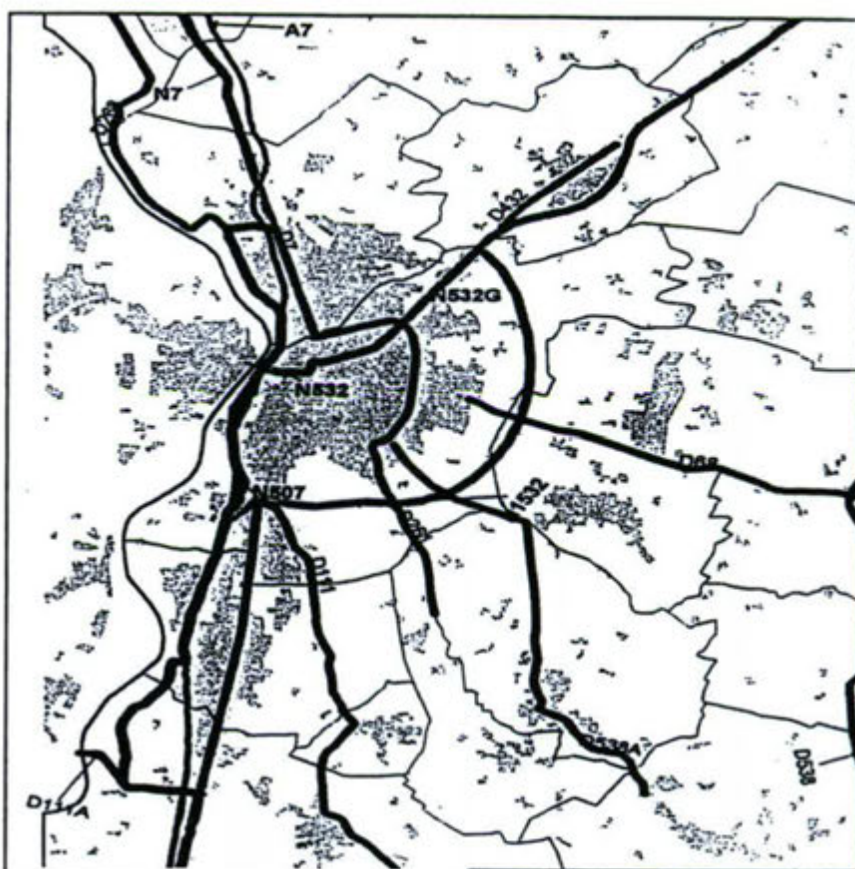
☐ Un premier classement relatif au bruit sur l'ensemble du département est en cours de réalisation, en liaison avec les Services Techniques du département et des principales communes, notamment : Valence, Montélimar, Romans, Pierrelatte, Bourg-les-Valence, Bourg-de-Péage, ainsi qu'avec les Sociétés d'Autoroutes et la S.N.C.F.

☐ La consultation des communes est prévue au cours de l'été 1998.

☐ La DDE recueillera les avis des communes afin de préparer les arrêtés de classement définissant les secteurs de nuisances.

☐ Les arrêtés préfectoraux de classement devront être pris en compte dans les POS.

☐ Une circulaire ministérielle en cours de préparation précisera les conséquences des secteurs de nuisances sur le bâti et les modalités de calcul de l'isolement.



**CLASSEMENT SONORE  
PAR CATEGORIE**

	1 (300m)
	2 (250m)
	3 (100m)
	4 (30 m)
	5 (10 m)





**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

**PIECE N°5  
ANNEXES**

**Annexe 5-8** : Arrêté préfectoral n° 07-0884 portant dérogation  
au titre de l'article L122-2 du code de l'urbanisme (règle de  
constructibilité limitée en l'absence de SCOTT)

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : **06 NOV 2007**

**DECAUVILLE Jean** - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

**BEUA – BLANCHET Pascale** - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES  
VALENCE

**ARIES. BERRON Paul** - Architecte urbaniste – 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

**BARNIER Delphine** - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTOISON



**MAIRIE de ST PAUL LES ROMANS**

**AFFICHÉ LE : 05 Mars 2007**

**RETIRÉ LE : 09/05/2007**



**PRÉFECTURE DE LA DRÔME**

702	NUMERO REÇU LE
03 MARS 2007	
MAIRIE DE ST PAUL LES ROMANS 26750	

Valence, le - 1 MAR. 2007

DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR :  
Gisèle BAUD  
Marie Danielle COURTIAL

TEL : 04.75.79.21 00 poste 2040  
FAX : 04 75 79 29 49

E-Mail : gisèle.baud@drôme.pref.gouv.fr

## **ARRÊTÉ n° 07.0884**

portant dérogation au titre de l'article L 122.2 du Code de l'Urbanisme  
Commune de ST PAUL LES ROMANS

**Le Préfet de la DRÔME**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L122.2 ;

VU la demande présentée le 17 novembre 2006 par M. le Maire de St Paul les Romans afin d'obtenir l'urbanisation de terrains jusqu'alors lors classés en zone naturelle, dans le cadre de la procédure de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols devenu Plan Local d'Urbanisme prescrite le 15 janvier 2002;

VU le rapport du Directeur départemental de l'Equipeement du 18 décembre 2006 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture de la Drôme du 12 janvier 2007;

VU l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie en formation spécialisée des sites et paysages le 1<sup>er</sup> février 2007;

CONSIDERANT que le projet d'urbanisation présenté s'inscrit dans une logique de densification et de diversification de l'habitat au regard du projet démographique communal et prend en compte la protection des rivières et de leurs ripisylves, excepté le secteur «Le Port d'Ouvey - Les Routes » ;



CONSIDERANT en effet que l'urbanisation du secteur des « Le Port d'Ouvey – Les Routes », situé dans le méandre de l'Isère, porterait atteinte à l'environnement en mettant en cause un espace naturel répertorié au titre des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, sans répondre pour autant à un besoin vital de développement urbain ; qu'au surplus elle se situerait en contradiction avec le PADD (projet d'aménagement et de développement durable) qui prévoit, en matière de patrimoine naturel, de protéger les rivières et leurs ripisylves par la création d'un cordon vert protégé inconstructible sur une profondeur de 200 M le long de l'Isère ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La commune de St Paul les Romans est autorisée à procéder à l'ouverture à l'urbanisation de 17 ha réservés à vocation de loisirs (quartier de l'aérodrome-secteur des Chasses) et de près de 10 ha à vocation d'habitat, désignés comme suit dans sa demande du 18 décembre 2000, à savoir :

\* Quartier aérodrome- secteur des Chasses

\* Reclassement du tissu urbain soumis aux risques d'inondation dans l'agglomération : quartiers de l'Eglise, du cimetière, du Maniscey, du centre ancien au sud de la voie ferrée

\* Secteurs à vocation d'habitat

- Dans et en périphérie de l'agglomération :

- o Les Rigauds
- o Les Petits Mas
- o Le Château
- o La rue de la Mairie

- Dans l'espace agricole

- o La Gébelinière
- o Les Buissières
- o Les Grands Bois

**ARTICLE 2** : Le surplus de la demande est refusé s'agissant de l'ouverture à l'urbanisation du secteur « Le Pont d'Ouvey – Les Routes » (0,90 ha), au regard de la nécessité de protection du milieu naturel dans la boucle de l'Isère.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Un avis sera également publié dans un journal diffusé dans tout le département.

MUNICIPALITE DE ST PAUL LES ROMANS

RECEVU LE : 05/03/07

RECEVU LE : 09/05/07



**ARTICLE 4** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de St Paul les Romans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le - 1 MAR. 2007  
Le Préfet,

*Yau>*

Jean-Claude BASTION

Pour copie  
L' :  
DUP

MAIRIE de ST PAUL LES ROMANS

AFFICHÉ LE : 05/03/07

RETIRÉ LE : 09/05/07



**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**COMMUNE DE SAINT PAUL LES ROMANS**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

**PIECE N°5  
ANNEXES**

**Annexe 5-9 : Eclairage public : cahier de charges pour les  
lotissements**  
Communauté des Communes du Pays de Romans

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : **06 NOV 2007**

**DECAUVILLE Jean** - Urbaniste - Les Fourches et Martinelles 26150 DIE

**BEUA – BLANCHET Pascale** - Urbaniste 3 rue Sergent BLANDAN 26500 BOURG LES  
VALENCE

**ARIES. BERRON Paul** - Architecte urbaniste – 11 rue Louis VERDET 26000 VALENCE

**BARNIER Delphine** - Paysagiste - Rue du vieux village 26750 MONTISON



# ***Communauté de Communes du Pays de Romans***

## ***Eclairage Public***

### **Cahier des charges pour les lotissements**

Les prescriptions sont différentes selon le statut futur de la voirie du lotissement.

#### **1 / Lotissement dont les voiries traversantes seront classées dans le Domaine Public**

- Le choix du matériel est validé par la Communauté de Communes du Pays de Romans et la Ville de Romans. Toutefois, il est recommandé une bonne étude d'éclairage, un éclairage à plat (maximum 70° par rapport à la verticale), d'une faible consommation, d'une bonne uniformité, d'une hauteur proportionnelle au site à éclairer, un matériel sobre et de qualité, le respect des normes.
- La Communauté de Communes du Pays de Romans sera associée à l'étude du projet dès le montage du dossier et validera l'étude d'éclairage. Le Ral sera validé par le service Urbanisme de la Ville de Romans.
- Le câblage : seul du réseau en R2V sous TPC sera accepté ainsi qu'une liaison équipotentielle en 25<sup>2</sup> cuivre nu. Le raccordement se fera par connecteurs sertis (C25).
- Raccordement sur un candélabre, poteau, armoire existants, il sera autorisé et réalisé à la charge du lotisseur après étude de réseau existant à la charge de la Communauté de Communes du Pays de Romans.
- Création d'une armoire de commande à la charge du lotisseur, le descriptif sera défini par la Communauté de Communes du Pays de Romans.  
L'organe de commande reste à la charge de la Communauté de Communes du Pays de Romans quand il s'agit d'un AIT. Le schéma électrique, le relevé des intensités, tensions, d'isolement, valeur de prise de terre restent à la charge de l'installateur.
- Regard de visite : leur nombre sera déterminé à l'APS. Ils seront de type sans fond, leur dimension : 400 x 400 mm et 600 x 600 mm intérieur selon l'étude, la profondeur de 800 mm, les cadres et tampons hydrauliques de dimension 500 x 500 mm et 700 x 700 mm estampillés du logo de la Communauté de Communes du Pays de Romans seront fournis par la Communauté de Communes du Pays de Romans.
- Plan de récolement : Ils seront calés en Lambert III et NGF 63 à l'échelle 1/500 et 1/200<sup>ème</sup> suivant la demande, conforme à la charte graphique de la Communauté de Communes du Pays de Romans, format dxf ou dwg, sur une seule couche. Il sera fourni avant la mise en service un plan minute par mail et 2 tirages papier. Une fois le plan minute validé par la Communauté de Communes du Pays de Romans, il sera envoyé par mail et fourni en 2 exemplaires papier avec la dernière date de récolement. La charte graphique est fournie par la Communauté de Communes du Pays de Romans.
- Massif de candélabre : ils seront conformes aux prescriptions du fournisseur de mâts. Les massifs préfabriqués ne sont pas acceptés.



- Contrôle de conformité électrique : il sera réalisé en présence d'un agent de la Communauté de Communes du Pays de Romans.
- Consuel : il sera demandé à l'installateur dans le cas d'une demande de comptage EDF et remis à la Communauté de Communes du Pays de Romans.
- Mise en service : Elle reste à la charge de l'installateur et sera réalisée en présence d'un agent de la Communauté de Communes du Pays de Romans.
- Calibrage des fusibles pour protection en pieds de mât :  
10,3 x 38 2 A GI pour lampe de 100 W Maxi  
10,3 x 38 4 A GI pour lampe de 150 W
- Type de lampe pour un éclairage routier : Elles seront de culot type E40 à partir de 100 W et tubulaire à haut rendement et sans mercure.

### Voir schémas ci-joints

- Pour les impasses qui resteront privées, le lotisseur peut opter entre les possibilités suivantes :

- Une alimentation séparée : se conformer au chapitre 1
- Un raccordement sur le réseau public après signature d'une convention liant l'association syndicale et la Communauté de Communes du Pays de Romans pour le raccordement, l'entretien et les dépannages de l'installation. La mise en service se fera après la signature de cette convention, la réception des travaux et la fourniture de tous les documents :
  - Le plan de l'installation calé en Lambert III (1 calque et 3 tirages) et la disquette, format dxf
  - Le certificat de conformité délivré par un organisme de contrôle

- Suivi du chantier : La Communauté de Communes du Pays de Romans sera invitée à toutes les réunions de chantier et recevra la copie des compte-rendus.

## 2 / Lotissement dont les voiries sont privées avec comptage privé

1.1/ Le choix du matériel est laissé à l'initiative du lotisseur. Toutefois, il est recommandé une bonne étude d'éclairage, un éclairage à plat (maximum 70° par rapport à la verticale), d'une faible consommation, d'une bonne uniformité, d'une hauteur proportionnelle au site à éclairer, un matériel sobre et de qualité, le respect des normes.

1.2/ Le service Eclairage Public de la Communauté de Communes du Pays de Romans pourra utilement conseiller le lotisseur sur le choix d'un matériel et la conception de son projet, adaptés aux critères ci-dessus.

1.3/ L'installation est raccordée sur le réseau EDF. L'abonnement et les consommations sont à la charge de l'association syndicale ou du lotisseur.



### **3 / Lotissement dont les voiries resteront privées avec possibilité de convention**

La Communauté de Communes du Pays de Romans propose deux possibilités :

3.1/ Les éclairages de voiries privées sont alimentés par un comptage privé. Nous recommandons les même prescriptions que le paragraphe 2.

3.2/ Les voiries peuvent être alimentées par le réseau d'éclairage public en respectant les prescriptions du paragraphe 2 et après la signature d'une convention de raccordement et d'entretien d'éclairage extérieur.

La mise en service se fera après la réception des travaux, la fourniture de tous les documents et la signature de cette convention.